

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 juin 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets", a donné le 1er octobre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten", heeft op 1 oktober 1997 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

Dans ses avis L. 25.362/2 du 17 février 1997 et L. 25.363/2 du 3 mars 1997 portant, le premier, sur un projet d'arrêté royal "portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets" et, le second, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets", la section de législation faisait remarquer ce qui suit :

"Les arrêtés en projet se donnent comme fondement légal la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les articles 1er, 2 et 6 de cette loi habilite implicitement le Roi à arrêter le statut administratif et pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets.

L'attention de l'auteur du projet est spécialement attirée sur le fait que l'existence même de cette habilitation est actuellement contestée devant la section d'administration du Conseil d'Etat."

Dès lors que la question de l'habilitation du Roi à arrêter le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets est toujours pendante devant la section d'administration du Conseil d'Etat, l'avis de la section de législation ne peut être formulé que sous réserve des réponses qui seront apportées à cette question par la section d'administration.

.../...

Observation générale

Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que l'arrêté en projet ne constitue qu'une mise en oeuvre partielle de la réforme envisagée et que d'autres arrêtés doivent encore être adoptés de manière à adapter l'ensemble de la réglementation applicable en la matière. Le texte de ces arrêtés dont, pour la plupart, la rédaction est toujours en cours doit encore être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Dès lors qu'elle n'a pu procéder à un examen simultané de l'ensemble des textes nécessités par la réalisation de la réforme en projet, la section de législation du Conseil d'Etat ne peut assurer l'auteur du projet de la cohérence de la réforme envisagée pas plus que lui garantir la compatibilité de chacune des dispositions de l'arrêté en projet avec les dispositions des projets d'arrêté qui doivent encore être soumis à sa consultation.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Il n'y a pas lieu de viser la modification de la loi du 7 avril 1919 intervenue le 6 juillet 1964, dès lors que cette modification n'est plus en vigueur.

.../...

Alinéa 2 (nouveau)

Le préambule de l'arrêté en projet doit, conformément aux règles de légistique applicables en la matière, faire expressément mention de la ou des dispositions réglementaires que ce même arrêté tend à modifier.

Il sera, en conséquence, compte tenu de l'observation formulée sous l'article 42 du projet, complété par un alinéa 2 nouveau qui aura pour objet de désigner la disposition de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets que l'arrêté en projet entend modifier.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 3)

Il y a lieu, conformément à l'usage, de désigner avec plus de précision la ou les dispositions réglementaires que l'arrêté en projet se donne pour objet de modifier.

L'alinéa en projet sera, en conséquence, complété par les mots "notamment l'article 2, 1°".

Les mots "modifié par les arrêtés royaux des 29 novembre 1994 et 30 mars 1995" seront, quant à eux, omis.

.../...

Alinéa 5 (nouveau)

La référence aux protocoles n^{os} 137 et 138 du Comité de secteur III - Justice du 30 mai 1996 contenue à l'alinéa 7 actuel doit, compte tenu du lien étroit que ces documents présentent avec le protocole de négociation syndicale visé par l'alinéa 3 actuel, prendre la forme plus appropriée d'un alinéa 5 nouveau.

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 8)

Selon le document joint à la demande d'avis, l'accord du ministre du Budget aurait été donné le 1er août 1996 et non le 23 mai 1996.

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 9 (nouveau)

Le préambule sera complété par un alinéa 9 nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'accord du ministre de la Fonction publique donné le 23 mai 1996;".

.../...

Dispositif

Article 1er

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er La police judiciaire près les parquets se compose d'agents et d'officiers judiciaires.

La catégorie des agents judiciaires comprend les grades d'inspecteur judiciaire et d'inspecteur judiciaire divisionnaire.

La catégorie des officiers judiciaires comprend les grades de commissaire judiciaire, de commissaire judiciaire divisionnaire, de commissaire en chef de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire et de commissaire général de la police judiciaire."

Article 2

Le texte suivant est proposé :

"Art. 2 Les agents judiciaires sont nommés par le ministre de la Justice.

Les officiers judiciaires, titulaires du grade de commissaire judiciaire et de commissaire judiciaire divisionnaire, sont nommés par le Roi."

.../...

Articles 3 et 4

Compte tenu du lien étroit qu'ils présentent entre eux, les deux articles doivent être réunis en un article unique rédigé comme suit :

"Art. 3 Les officiers judiciaires, titulaires du grade de commissaire en chef de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire et de commissaire général de la police judiciaire, sont désignés par le Roi.

Par désignation, il y a lieu d'entendre, pour l'application de la présente section, une nomination temporaire pour un terme de cinq ans que le Roi peut renouveler ou écourter."

La numérotation des articles et les références aux différentes dispositions du projet seront adaptées en conséquence.

Article 5

L'article en projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Art. ... Pour pouvoir être désigné commissaire général de la police judiciaire, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir atteint l'âge de soixante ans;

.../...

- 2° être soit commissaire général adjoint de la police judiciaire, soit commissaire en chef de la police judiciaire, soit commissaire judiciaire divisionnaire et bénéficiaire de l'échelle barémique 1D, soit commissaire judiciaire divisionnaire et satisfaire aux conditions de promotion à l'échelle barémique 1D."

Articles 6 et 7

Les deux articles en projet doivent être rédigés sur le modèle du texte proposé pour la rédaction de l'article 5 du projet.

Article 8

1. A la première phrase, l'auteur du projet doit préciser quelles sont les conditions qui seront prises en considération en cas de renouvellement de la désignation.

2. La seconde phrase doit faire l'objet d'un alinéa 2 distinct rédigé comme suit :

"Les officiers judiciaires candidats au renouvellement de leur désignation communiquent leur candidature au ministre de la Justice, par lettre recommandée à la poste, dans le courant du septième mois qui précède le terme de la désignation en cours."

.../...

Article 9

Telle qu'elle est rédigée et compte tenu des conditions fixées aux articles 5 à 8, la disposition est superflue et doit être omise.

Article 10

1. A la fin de l'alinéa 1er, on écrira : "... le commissaire judiciaire divisionnaire a la résidence administrative de Bruxelles".

2. Le mot "où" figurant à la fin de l'alinéa 2 doit être remplacé par les mots "pour laquelle".

Article 11

1. La précision contenue à l'alinéa 1er, suivant laquelle l'"intérêt du service" englobe notamment l'hypothèse selon laquelle le terme de la désignation de l'intéressé est écourté pour des raisons inhérentes à son comportement personnel, est extrêmement ambiguë. Il se peut que le comportement de l'intéressé soit uniquement répréhensible pour une raison liée au service; ce comportement peut aussi constituer un manquement disciplinaire, auquel cas il doit être sanctionné selon une procédure prévue à cette fin et non par une abréviation du terme de la désignation. Les mots "entre autres pour des raisons relatives au comportement de l'intéressé" doivent, en conséquence, être omis.

.../...

2. L'audition de l'officier judiciaire concerné qu'organise l'alinéa 3 n'est requise, suivant les explications du fonctionnaire délégué, que dans l'hypothèse où il est envisagé de mettre prématurément fin à la désignation de l'intéressé pour des raisons liées à l'intérêt du service.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa en projet est, toutefois, également susceptible de couvrir l'hypothèse où il est anticipativement mis fin à la désignation d'un officier judiciaire à sa propre demande.

Sa rédaction doit, en conséquence, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être adaptée de manière à restreindre expressément son champ d'application à la seule hypothèse où il est prématurément mis fin à la désignation d'un officier judiciaire déterminé pour des raisons liées à l'intérêt du service.

La rédaction de l'article en projet doit être revue à la lumière de la double observation qui précède.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... § 1er La désignation peut être écourtée à la demande de l'intéressé ou dans l'intérêt du service.

§ 2 Lorsque le terme de la désignation est écourté dans l'intérêt du service, le ministre de la Justice invite l'inspection générale de la police judiciaire près les parquets à procéder à une enquête et à lui faire rapport conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 30 mars 1995 créant une inspection générale de la police judiciaire près les parquets.

.../...

Au terme de l'enquête et de la rédaction du rapport visés à l'alinéa 1er, l'officier judiciaire concerné est entendu par le magistrat qui préside la commission d'évaluation visée à l'article ...".

Article 12

1. La deuxième phrase de l'alinéa 1er a pour objet de préciser qu'il ne peut être procédé à la déclaration de vacance d'un emploi conféré par désignation au plus tôt qu'à partir du sixième mois qui précède la vacance de ce même emploi.

Compte tenu du champ d'application de l'article en projet, tel que celui-ci est défini par la première phrase de son alinéa 1er, la disposition est susceptible de viser tant l'hypothèse où la vacance de l'emploi procède d'un non-renouvellement de la désignation que celle où le terme de la désignation a été écourté à la demande de l'officier judiciaire ou dans l'intérêt du service.

On aperçoit mal comment la règle ainsi établie peut trouver à s'appliquer dans la seconde des hypothèses envisagées.

La rédaction de la disposition examinée doit, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être adaptée en conséquence de manière à limiter l'application de la règle qu'elle énonce à la première des deux hypothèses considérées.

.../...

2. Le texte de l'alinéa 2 reproduit pour partie seulement le contenu de l'alinéa 2 de l'article 8 du projet d'arrêté royal "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets", lequel a fait le 3 mars 1997 l'objet d'un avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

La disposition examinée alors par la section de législation prévoyait, en effet, en outre, de manière explicite, qu'il était accusé réception des candidatures des intéressés par le ministre de la Justice.

Tel qu'il est actuellement rédigé, l'alinéa en projet ne comporte plus cette précision.

Il appartient à l'auteur du projet d'apprécier l'opportunité de remédier à l'omission dénoncée et, le cas échéant, de compléter en conséquence l'alinéa en projet.

Compte tenu de la première observation formulée ci-dessus, et sous réserve de la seconde observation qui précède, l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Lorsque la désignation n'est pas renouvelée ou lorsqu'il y est mis fin anticipativement, le ministre de la Justice déclare l'emploi qui en est l'objet vacant.

La déclaration de vacance, laquelle ne peut, en cas de décision de non-renouvellement de la désignation, intervenir au plus tôt que le sixième mois qui précède la vacance de l'emploi, est annoncée par la voie d'un appel aux candidats publié au Moniteur belge.

.../...

Cet appel précise le délai dans lequel les candidatures doivent être adressées au ministre de la Justice et mentionne l'obligation pour les candidats d'adresser leur candidature par lettre recommandée à la poste."

Article 13

1. Le mot "avaient" figurant à la fin de la première phrase doit être remplacé par le mot "ont".

2. La seconde phrase gagnerait à prendre la forme d'un alinéa distinct rédigé comme suit :

"Ils se voient attribuer à ce moment une nouvelle résidence administrative."

Article 14

L'article en projet établit à charge des procureurs du Roi qu'il désigne l'obligation d'émettre sur les officiers judiciaires candidats à un emploi qui est conféré par désignation un avis motivé.

Il reproduit pour partie le contenu de l'article 10, alinéa 1er, 2º, seconde phrase du projet d'arrêté royal précité "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets".

.../...

Dans sa rédaction actuelle, l'article en projet n'envisage plus l'hypothèse particulière du détachement auprès du Commissariat général de la police judiciaire près les parquets ou de la brigade spéciale d'un officier judiciaire candidat à un emploi conféré par désignation.

Il appartient à l'auteur du projet de remédier au vide juridique ainsi dénoncé en désignant le magistrat habilité à donner les avis requis.

Dans ce dernier cas, l'auteur du projet veillera à tenir compte de l'observation qui avait été formulée par la section de législation du Conseil d'Etat à propos de l'article 10, alinéa 1er, 2°, seconde phrase, du projet d'arrêté royal précité "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets".

Sous réserve de l'observation qui précède, l'article en projet, complété comme il vient d'être dit, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Les officiers judiciaires candidats à un emploi conféré par désignation font l'objet d'un avis motivé des procureurs du Roi qui dirigent les brigades dans le ressort desquelles ils ont eu leur résidence administrative au cours des cinq années qui précèdent la date de la vacance de l'emploi.".

Article 15

Mieux vaut rédiger l'article en projet comme suit :

.../...

"Art. ... Chaque avis est notifié au candidat qui peut, dans les cinq jours, y répondre au moyen d'une note d'observations.".

Article 16

Mieux vaut, compte tenu de l'objet même de la sous-section III de la section II du chapitre II de l'arrêté en projet et de celui de l'article 22 du projet, remplacer l'article examiné par la disposition suivante :

"Art. ... Il est institué auprès du ministère de la Justice une commission d'évaluation chargée d'émettre une appréciation sur les aptitudes de tout candidat à un emploi conféré par désignation.".

Article 17

Il serait préférable d'écrire :

"... qui, conformément à l'article 43quinquies de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, justifie de la connaissance de la langue autre que celle dans laquelle il a subi les examens de docteur ou licencié en droit.".

.../...

Article 18

1. Dans la phrase introductive, les mots "des personnes suivantes" seraient plus justement remplacés par les mots "des membres suivants".

2. Au 1^o, mieux vaut remplacer les mots "en tant que" par les mots "en qualité de". L'observation vaut également pour le 2^o.

3. Au 1^o, points 3 et 4, il est préférable de remplacer les mots "du membre mentionné sous 2" et les mots "du membre mentionné sous 1" respectivement par les mots "du directeur général de l'administration de l'Ordre judiciaire du ministère de la Justice ou de son remplaçant" et les mots "du secrétaire général du ministère de la Justice ou de son remplaçant".

4. Au 1^o, point 4, il faut écrire :

"4. un expert externe en management d'une expression linguistique autre que celle du secrétaire général du ministère de la Justice ou de son remplaçant;".

5. Au 2^o, points 4 et 5, il faut remplacer les mots "de l'autre rôle linguistique que le membre mentionné sous 3" et "de l'autre rôle linguistique que celui du membre mentionné sous 1" respectivement par les mots "du rôle

.../...

linguistique autre que celui du commissaire général de la police judiciaire ou de son remplaçant" et les mots "du rôle linguistique autre que celui du directeur général de l'administration de l'Ordre judiciaire du ministère de la Justice ou de son remplaçant".

Article 19

1. Dès lors que l'emploi de commissaire général de la police judiciaire constitue une fonction unique, la désignation expresse, par le ministre de la Justice, de l'officier judiciaire titulaire de ce grade en qualité de membre de la commission d'évaluation s'avère dépourvue de tout objet.

La référence à l'article 18, 2°, 3, du projet doit, en conséquence, être omise.

2. La rédaction de l'article en projet doit, par contre, être complétée de manière à contenir, au nombre des différents membres de la commission d'évaluation qui doivent être nommés par le ministre de la Justice, une référence expresse au commissaire général adjoint de la police judiciaire.

Compte tenu de la double observation qui précède, les mots "visés à l'article 18, 1°, 3 et 4 et au 2°, 2, 3 et 4" seront remplacés par les mots "visés à l'article ..., 1°, 3 et 4, et 2°, 2, 4 et 5".

.../...

Article 20

1. La phrase liminaire du texte néerlandais devrait être rédigée ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Les dispositions figurant aux 2° et 3° doivent être remplacées par les dispositions suivantes :

"2° les avis motivés visés à l'article ...;

3° le cas échéant, la note d'observations du candidat visée à l'article ...".

Article 21

L'alinéa 2, première phrase, établit la faculté pour la commission d'évaluation d'entendre les magistrats ainsi que les officiers judiciaires sur les avis qu'ils ont émis sur les candidats à un emploi conféré par désignation.

Contrairement à la situation qui prévaut en matière de promotion par avancement de grade aux grades d'inspecteur judiciaire divisionnaire et de commissaire judiciaire divisionnaire qu'organisent les articles 25 à 40 du projet, la procédure de désignation d'officiers judiciaires en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire, de commissaire général adjoint de la police judiciaire ou de commissaire général de la police judiciaire ne prévoit,

.../...

toutefois, pas l'existence d'avis donnés par des officiers judiciaires.

La rédaction de la disposition en projet doit, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être adaptée en conséquence de manière à rendre la règle qu'elle établit compatible et cohérente avec l'ensemble des autres dispositions du projet qui ont trait à la procédure de désignation.

Au surplus, les deux alinéas de la disposition en projet doivent être permutés et rédigés de la manière suivante :

"Art. ... La commission peut entendre les magistrats visés à l'article ... et les officiers sur les avis qu'ils ont émis. Un procès-verbal d'audition est dressé et communiqué au candidat. Celui-ci peut faire valoir ses observations.

Après cette audition éventuelle et avant de donner l'évaluation ... S'il ne comparaît pas, sa candidature est considérée d'office comme étant retirée, sauf cas de force majeure."

Article 22

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 24

1. L'alinéa 1er reproduit, en la précisant, la règle établie par l'article 1er, 3°, du projet d'arrêté royal précité "relatif aux emplois attribués par désignation à la police judiciaire près les parquets".

La disposition alors examinée par la section de législation instaurait, au nombre des multiples conditions auxquelles doivent satisfaire les officiers judiciaires candidats à une désignation au grade de commissaire général de la police judiciaire, l'obligation pour les intéressés d'obtenir l'avis favorable des procureurs généraux.

A l'occasion de l'examen de cette dernière disposition, la section de législation formulait les trois observations suivantes :

"1. Dans le système juridique belge, le ministre endosse la responsabilité politique des décisions relatives à la carrière des agents et des officiers judiciaires. Il serait en conséquence préférable que l'avis des procureurs généraux, favorable ou non, ne lie pas le ministre.

2. Les règles établies par le 3° et le 4° de l'article en projet ne constituent pas à proprement parler une condition de nomination au grade de commissaire général de la police judiciaire mais s'apparente davantage à des règles de procédure. Elles doivent, en conséquence, être omises de l'article examiné et faire l'objet de deux dispositions nouvelles ayant l'une pour objet spécifique de préciser que toute désignation au grade de commissaire général de la police judiciaire doit être soumise à l'appréciation préalable d'une commission d'évaluation, l'autre que cette même dési-

.../...

gnation doit faire l'objet d'un avis des procureurs généraux.

(...)

3. Il importe d'exiger des procureurs généraux qu'ils motivent spécialement l'avis qu'ils ont l'obligation d'émettre sur chaque candidature à l'emploi de commissaire général de la police judiciaire. La disposition en projet ne vise pas le collège des procureurs généraux. Il faut en conclure que chacun de ceux-ci est amené à donner son avis sur le candidat, ce qui justifie d'autant plus que ces avis soient motivés."

Parce qu'il n'établît, à charge des procureurs généraux qu'il désigne, aucune obligation de motiver l'avis que chacun d'entre eux est appelé à émettre sur chaque candidat à l'emploi de commissaire général de la police judiciaire, l'alinéa en projet demeure en défaut de satisfaire à la dernière des trois observations qui précèdent.

Sa rédaction doit être revue pour prévoir que l'avis de chaque procureur général doit être motivé. Le texte suivant est proposé :

"Art. ... La commission d'évaluation transmet le dossier de désignation au grade de commissaire général de la police judiciaire aux procureurs généraux, lesquels sont, chacun, invités à donner au ministre de la Justice leur avis motivé sur chaque candidat."

.../...

2. L'avis que l'alinéa 2 de l'article en projet invite le procureur général concerné à donner sur chaque candidat au grade de commissaire général adjoint de la police judiciaire ou de commissaire en chef de la police judiciaire doit, lui aussi, être spécialement motivé à l'instar de l'avis qu'en application de l'alinéa 1er du même article, les procureurs généraux sont appelés à émettre sur chaque candidat à l'emploi de commissaire général de la police judiciaire.

La rédaction de l'alinéa en projet sera complétée en conséquence. Le texte suivant est proposé :

"La commission transmet le dossier de désignation au grade, selon le cas, de commissaire général adjoint de la police judiciaire ou de commissaire en chef de la police judiciaire au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'emploi est vacant, lequel est invité à donner au ministre de la Justice son avis motivé sur chaque candidat.".

Article 25

1. La phrase liminaire du texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 2º, il y a lieu de supprimer le mot "qui" devant "possèdent".

.../...

La même observation vaut pour l'article 26, 2°, du projet.

3. Au 3°, mieux vaut écrire :

"3° répondent aux exigences ...".

La proposition de formulation vaut également pour l'article 26, 3°, du projet.

Article 27

1. Les mots "en tant que titulaire de son grade" et "en tant que membre de la police judiciaire des parquets" figurant, les premiers, à la fin de l'alinéa 1er et, les seconds, à la fin de l'alinéa 2, seraient plus justement remplacés par les mots "dans un grade déterminé" et par les mots "en qualité de membre de la police judiciaire près les parquets".

2. L'alinéa 3 serait, quant à lui, mieux rédigé comme suit :

"Sont pris en compte, pour le calcul de l'ancienneté de grade et de service, l'ensemble des services accomplis par l'agent ou l'officier judiciaire alors qu'il se trouve dans une position administrative dans laquelle il peut faire valoir ses titres à la promotion.".

.../...

Article 28

Il faut écrire "... visées aux articles ... et ...". Cette observation vaut également pour l'article 29 du projet.

En outre, dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "behoeft te adviseren" et non "moet adviseren".

Article 30

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, le mot "calendrier" est superflu et doit être omis.

La même observation vaut pour l'article 31 du projet.

2. Des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que, parmi les différentes conditions auxquelles doivent satisfaire les agents et officiers judiciaires candidats à une promotion par avancement de grade, seule celle relative à l'ancienneté de grade requise doit être remplie au moment même de la notification qui leur est faite de l'avis de la vacance de l'emploi qu'ils postulent.

.../...

La formule "aux membres du personnel remplissant les conditions pour être promus" figurant à la fin du même alinéa 1er s'avère, eu égard à cette précision, inappropriée et doit, comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être remplacée par la formule plus restrictive "aux membres du personnel qui comptent, au moment de cette notification, l'ancienneté de grade visée, selon le cas, à l'article ... ou à l'article ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 31

L'article doit être remplacé par la disposition suivante :

"Art. ... Sont seules prises en compte les candidatures qui sont introduites dans un délai de quinze jours à compter du jour où la vacance de l'emploi a été portée à la connaissance des candidats conformément à l'article ...".

Article 32

1. Les mots "du ressort où" figurant au début de l'alinéa 1er seraient plus justement remplacés par les mots "qui dirige la brigade dans le ressort de laquelle".

.../...

2. Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, aucune raison particulière ne justifie que l'avis du procureur du Roi visé par l'alinéa 2 ne soit pas, lui aussi, motivé, comme tel est le cas de l'avis du procureur du Roi désigné par l'alinéa 1er du même article.

L'alinéa 2 traduirait, eu égard à cette précision, plus clairement l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Lorsque le candidat a sa résidence administrative dans le ressort d'une brigade autre que celle au sein de laquelle l'emploi est vacant, l'avis que le procureur du Roi est appelé à émettre en application de l'alinéa 1er est élaboré en prenant en compte l'avis motivé du procureur du Roi qui dirige la brigade à laquelle, au moment de la notification qui lui est faite de la vacance de l'emploi, ce candidat est attaché.".

Article 33

L'article rendrait, de l'accord du fonctionnaire délégué, plus clairement compte de l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Art. ... § 1er Le procureur du Roi qui dirige la brigade dans le ressort de laquelle le candidat a sa résidence administrative invite l'officier judiciaire, qui commande cette même brigade, à lui fournir une évaluation portant sur la manière de servir, le rendement, l'aptitude professionnelle et la personnalité du candidat.

.../...

§ 2 L'officier judiciaire requis en vertu du paragraphe 1er prend en compte, en vue de la réalisation de sa propre évaluation, celle à laquelle il est préalablement procédé par l'officier judiciaire qui revêt, à l'égard du candidat, la qualité de supérieur hiérarchique immédiat.

Si, au moment où le commissaire général de la police judiciaire communique, conformément à l'article ..., l'avis de la vacance de l'emploi, le candidat n'a sa résidence administrative au sein de la brigade à laquelle il est attaché que depuis moins de six mois, l'officier judiciaire, qui commande cette même brigade, prend en compte, en vue de réaliser sa propre évaluation, l'évaluation à laquelle il est préalablement procédé par son collègue de la brigade d'origine du candidat.

§ 3 Lorsque le candidat est détaché auprès du commissariat général de la police judiciaire près les parquets ou est envoyé comme officier de liaison à l'étranger, l'évaluation de l'officier judiciaire, qui commande la brigade dont il est provisoirement détaché, est établie en tenant compte de l'évaluation que le commissaire général de la police judiciaire est invité à donner de l'intéressé.

Lorsque le candidat est détaché à la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité, l'évaluation de l'officier judiciaire, qui dirige la brigade dont il est provisoirement détaché, est établie en tenant compte de l'évaluation de l'officier auquel est confié le commandement de la brigade spéciale."

.../...

Articles 34 et 35

1. Les raisons pour lesquelles seules les évaluations qui se clôturent par la mention "faible" ou "insuffisant" doivent être motivées n'apparaissent pas à l'évidence. Il importe que toutes les évaluations, sans distinction, soient assorties d'une motivation appropriée.

La rédaction de la seconde phrase de l'article 34 en projet sera revue en conséquence.

2. Compte tenu du lien étroit qu'ils présentent entre eux, les deux articles en projet doivent être réunis en un article unique rédigé, compte tenu de l'observation qui précède, comme suit :

"Art. ... § 1er Les évaluations se clôturent par la mention "excellent", "très bon", "bon", "faible" ou "insuffisant".

Chaque évaluation doit faire l'objet d'une motivation adéquate.

§ 2 Les modalités de l'évaluation et la grille d'évaluation sont fixées par le ministre de la Justice."

.../...

Article 36

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... L'avis que le procureur du Roi, qui dirige la brigade dans le ressort de laquelle l'emploi est vacant, est tenu d'émettre en application de l'article ... se clôture par la mention "favorable" ou "défavorable".

Il mentionne expressément les raisons précises pour lesquelles il s'écarte des conclusions des différentes évaluations qui ont servi à son élaboration."

Article 37

L'article en projet serait, compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Chaque évaluation et chaque avis sont portés sans délai à la connaissance du candidat qui les vise.

Chaque candidat peut émettre, à leur rencontre, toute observation qu'il juge utile au moyen d'une note d'observations qui est jointe à son dossier."

.../...

Article 38

Mieux vaut rédiger l'article comme suit :

"Art. ... § 1er Le candidat à un emploi conféré par désignation peut introduire, devant le comité régulateur de la police judiciaire près les parquets visé à l'article ..., un recours à l'encontre de l'avis défavorable émis, en application de l'article ..., par le procureur du Roi qui dirige la brigade dans le ressort de laquelle l'emploi est vacant.

Le recours du candidat doit, à peine d'irrecevabilité, être adressé au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle l'intéressé a sa résidence administrative, dans les dix jours de la notification qui lui est faite de l'avis défavorable du procureur du Roi. Il comporte la demande expresse d'être entendu par le comité régulateur de la police judiciaire près les parquets.

§ 2 Il est procédé par le comité régulateur de la police judiciaire près les parquets conformément aux articles ... à ...

La section du comité qui a été saisie du recours émet, au scrutin secret, un avis motivé qui confirme ou infirme l'avis défavorable émis par le procureur du Roi.

Cet avis mentionne en particulier par quel nombre de voix les votes ont été acquis.

.../...

Le président de la section du comité saisie du recours transmet au ministre de la Justice le dossier complet du candidat auquel il joint l'avis du comité régulateur de la police judiciaire près les parquets."

Articles 39 et 40

L'article 39 établit une compétence liée et ne confère au ministre aucune marge d'appréciation des candidatures.

L'article 40 est mal situé dans la mesure où il laisse entendre que le ministre de la Justice pourrait déroger à un ordre préétabli et qui le lierait.

Ces deux dispositions doivent être interverties, l'alinéa 1er de l'article 40 étant omis.

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... Si le Roi ou le ministre de la Justice, selon le cas, nomme ou refuse la nomination, il doit, lorsque sa décision n'est pas conforme à l'avis émis, motiver sa décision.

Art. ... A égalité de mérites, la promotion au grade ... (la suite comme à l'article 39 du projet)."

.../...

Article 42

Compte tenu de son objet spécifique, l'article en projet doit prendre la forme d'une disposition modificative de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets et non celle d'une disposition autonome de l'arrêté en projet.

Il sera, en conséquence, intégré dans le corps même du nouveau chapitre premier du Titre III de l'arrêté en projet, lequel doit, comme l'observation en sera faite ultérieurement, réunir l'ensemble des dispositions modificatives de textes réglementaires que comporte l'arrêté en projet.

Article 43

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 44

Le texte néerlandais de l'article 44 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 45

L'article 45, § 2, précise que :

"§ 2 Le procureur général du ressort dans lequel résident les officiers et agents judiciaires chargés d'une mission auprès d'une autre brigade de son ressort peut s'opposer à un renfort ponctuel programmé lorsque celui-ci est susceptible de mettre en péril la politique criminelle de son ressort.

Lorsque le renfort ponctuel programmé doit avoir lieu auprès d'une brigade d'un autre ressort, cette opposition est faite conjointement par les procureurs généraux concernés."

La disposition en projet fait prévaloir la décision du commissaire général de la police judiciaire sur l'avis du procureur général. Elle porte ainsi atteinte à l'autorité hiérarchique du procureur général.

L'alinéa 2 doit être revu de manière à tenir compte de ce principe.

Article 46

Les mots "le procureur général" et "de son ressort", figurant à l'alinéa 1er, de l'article en projet, doivent être respectivement remplacés par les mots "le procureur général près une cour d'appel" et "du ressort de cette même cour".

.../...

Mieux vaut, par ailleurs, remplacer les mots "d'un autre ressort" figurant à l'alinéa 2, de l'article en projet, par les mots "du ressort d'une autre cour d'appel".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 47

L'article en projet gagnerait en clarté s'il était donné aux mots "et qui y sera affecté par le procureur du Roi" figurant à la fin de la disposition examinée, la forme d'un alinéa distinct, comme il est procédé dans le texte néerlandais, et rédigé comme suit :

"L'affectation des membres de ce personnel est décidée par le procureur du Roi.".

Article 48

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 50

L'autorité qui prononce la peine disciplinaire ne peut être celle qui participe à l'instruction du dossier.

Compte tenu de l'objet qui est le sien, l'article en projet trouverait plus logiquement sa place à la suite de l'article 52 du projet.

Article 51

A la fin de la phrase introductive, il faut écrire "les peines disciplinaires sont :".

Article 52

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 54

Les mots "réprimande simple" figurant à l'alinéa 2 doivent être remplacés par le seul mot "réprimande", lequel correspond à la dénomination officielle qui est attribuée à cette même peine disciplinaire par l'article 51 du projet.

.../...

En outre, le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 55

Dans la mesure où l'article 55 du projet prévoit que le membre du personnel est entendu par le procureur général ou par le procureur du Roi lorsque celui-ci se propose d'infliger une peine disciplinaire, le texte ne fait pas apparaître de manière claire les deux hypothèses dans lesquelles pareille audition est requise, à savoir, d'une part, l'audition par le procureur général qui s'estimerait compétent pour prendre lui-même la peine disciplinaire relevant de son autorité et d'autre part, l'hypothèse selon laquelle c'est soit le ministre ou le Roi qui est compétent pour prononcer une peine disciplinaire majeure sur proposition du procureur général.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que cette audition se fera avant toute proposition ou avant toute sanction. Le texte ne fait pas non plus apparaître clairement quand l'audition doit avoir lieu.

.../...

Le texte doit être revu afin de lever ces ambiguïtés.

Enfin, compte tenu de l'objet qui est le sien, l'article en projet trouverait plus logiquement sa place à la suite de l'article 57 du projet.

Article 56

Les mots "du ressort dans lequel" doivent être remplacés par les mots "près la cour d'appel dans le ressort de laquelle".

La même observation vaut pour l'article 57 du projet.

Article 58

Compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué et de son accord, la rédaction de l'article en projet doit commencer par les mots "En cas d'application des articles ... et ..." de manière à limiter expressément sa mise en oeuvre aux seules hypothèses où une des peines majeures visées aux actuels articles 56 et 57 du projet est infligée.

.../...

Article 59

L'alinéa 2 de l'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsqu'il a lieu vers une brigade qui relève du ressort d'une cour d'appel autre que celle dans le ressort de laquelle l'officier ou l'agent judiciaire a sa résidence administrative, le déplacement temporaire est décidé par le ministre de la Justice après avis du procureur général près cette cour d'appel.".

Article 61

A l'alinéa 1er, les mots "comité régulateur" doivent être remplacés par les mots "comité régulateur de la police judiciaire près les parquets visé à l'article ...".

Le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 63

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 69

A la seconde phrase, il y a lieu d'écrire :

"Le procureur général qui propose la peine ou les membres de son parquet et le comparant ou son défenseur ...".

Article 70

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 72

Il convient que soient davantage identifiées les dispositions réglementaires sur la base desquelles il sera procédé au calcul des indemnités pour frais de séjour dont l'article en projet organise le remboursement aux personnes qu'il désigne.

Article 73

Les mots "dans les conditions fixées dans ce chapitre" doivent être remplacés par les mots "aux conditions fixées par le présent chapitre".

.../...

Article 74

L'alinéa 2 doit être remplacé par la disposition suivante :

"L'intéressé ne peut avoir atteint l'âge de soixante ans au moment de sa réintégration.".

Article 75

1. A l'alinéa 2, les mots "du ressort dans lequel" doivent être remplacés par les mots "près la cour d'appel dans le ressort de laquelle".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, les mots "du présent arrêté" sont superflus et doivent être omis.

Article 76

Mieux vaut remplacer l'article en projet par la disposition suivante :

"Art. ... § 1er Le demandeur est réintégré dans un emploi soit du même grade que celui dont il était titulaire au

.../...

moment de sa démission, soit de grade équivalent, soit encore, à sa demande, de grade inférieur.

Un emploi du grade dans lequel l'intéressé est appelé à être réintégré ne peut être déclaré vacant qu'après que les changements de résidence administrative ont été effectués conformément à la procédure arrêtée en exécution de l'article 7, alinéa 4, de l'arrêté royal du 2 septembre 1991 sur le commissariat général de la police judiciaire près les parquets.

§ 2 L'ancienneté de service et de grade conférée à l'intéressé au moment de sa réintégration est celle qui était la sienne le jour de sa démission.

Lorsqu'un officier ou un agent judiciaire est réintégré dans un emploi de grade inférieur à celui dont il était titulaire au moment de sa démission, l'ancienneté de grade qui lui est accordée au moment de sa réintégration est calculée en prenant en compte l'ancienneté acquise par l'intéressé, avant la date de sa démission, dans des grades supérieurs."

Article 77

Le texte néerlandais du 3^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 78

La rédaction de l'article en projet gagnerait en clarté si les alinéas 2 et 3 étaient réunis en un alinéa unique rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1° mission de police technique : l'état des lieux ainsi que la recherche, ... (la suite comme au projet).
- 2° mission de police scientifique : l'analyse, avec le concours de méthodes, de disciplines et de techniques scientifiques, ... (la suite comme au projet).".

Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 79

1. L'alinéa 1er de l'article en projet doit être rédigé comme suit :

"Le laboratoire central a pour mission :

- 1° de réaliser les expertises de police scientifique de haut niveau, de créer et d'entretenir ou de veiller à l'entretien des collections centrales de référence;

.../...

- 2° de déterminer, de développer et de standardiser les méthodes et techniques que doivent utiliser les laboratoires et de contrôler l'application qui en est faite;
- 3° de contrôler la qualité du travail des laboratoires;
- 4° de répartir les missions entre les diverses catégories de laboratoires et d'organiser les relations de service entre laboratoires;
- 5° de faire aux autorités compétentes des recommandations portant sur :
 - a) l'action des services de police sur les lieux d'un crime ou d'un délit en vue de l'exécution des missions de police technique ou scientifique;
 - b) les cas et les conditions dans lesquels les services de police sont invités à solliciter l'intervention des laboratoires."

2. Les alinéas 2 et 3 de l'article en projet seraient mieux remplacés par l'alinéa suivant :

"Il exécute les missions mentionnées sous 2° à 5° après consultation des officiers judiciaires qui commandent les laboratoires régionaux, lesquels assurent la répartition ... (la suite comme à l'alinéa 3 de l'article en projet).".

.../...

Article 80

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Mieux vaut rédiger l'alinéa 3 de l'article en projet comme suit :

"Il fait, en outre, office de laboratoire local pour l'arrondissement judiciaire dans le ressort duquel il est situé.".

Article 81

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Sous-section II de la section première du chapitre X

Compte tenu de l'objet qui est le sien, l'intitulé de la sous-section serait plus adéquatement remplacé par l'intitulé suivant : "De la hiérarchie".

.../...

Article 82

L'article en projet doit être rédigé selon le modèle du texte proposé pour la rédaction de l'article 1er du projet.

Article 88

L'article en projet traduirait plus clairement l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Art. ... Sauf disposition contraire établie par la présente sous-section, l'ensemble des dispositions qui constituent le statut administratif et pécuniaire des agents et officiers judiciaires visés à l'article 1er sont, moyennant les adaptations nécessaires, applicables aux membres du personnel des laboratoires de police technique et scientifique visés à l'article ...

Les membres du personnel titulaires du grade d'inspecteur de laboratoire, d'inspecteur divisionnaire de laboratoire, de commissaire de laboratoire et de commissaire divisionnaire de laboratoire sont, à cet effet, respectivement assimilés aux agents et officiers judiciaires titulaires du grade d'inspecteur judiciaire, d'inspecteur judiciaire divisionnaire, de commissaire judiciaire et de commissaire judiciaire divisionnaire."

.../...

Article 90

Il va de soi que, dans l'hypothèse où le cadre du personnel d'un laboratoire déterminé ne comporte aucun emploi d'officier judiciaire ou que cet emploi prévu au cadre est momentanément inoccupé, le membre du personnel de ce laboratoire qui sollicite une promotion par avancement de grade ne pourra faire l'objet d'une évaluation que par le seul officier judiciaire qui commande la brigade à laquelle est rattaché ce même laboratoire.

La règle ainsi établie par l'article en projet est, en conséquence, dépourvue de toute utilité. Elle fait, du reste, double emploi avec l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 33 du projet.

L'article en projet doit, en conséquence, être omis.

Article 92

Le paragraphe 1er de l'article en projet doit être rédigé sur le modèle du texte proposé pour la rédaction de l'article 1er du projet.

Article 95

L'article en projet doit être rédigé sur le modèle du texte proposé pour la rédaction de l'article 88 du projet.

.../...

Article 96

Les mots "visés à l'article 92, § 1er, 1° et 2°, 1" et "sur la condition prévue au 2°" figurant respectivement au début de l'alinéa 1er et à la fin de l'alinéa 2 de l'article en projet doivent être remplacés par les mots "d'inspecteur - électrotechnicien et de commissaire du service des télécommunications" et par les mots "sur le respect de la condition visée à l'alinéa 1er, 2°".

Article 97

Compte tenu de l'objet qui est le sien, la règle établie par l'article en projet trouverait plus logiquement sa place à l'article 96 du projet sous la forme d'un paragraphe 2 nouveau rédigé comme suit :

"§ 2 Le ministre de la Justice détermine les conditions d'aptitude physique visées à l'alinéa 1er, 5°, du paragraphe 1er, ainsi que les modalités du contrôle du respect de ces conditions.".

Article 101

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit:

"Art. ... Le personnel du service d'identification judiciaire se compose d'agents judiciaires dont le rang hiérarchique est fixé comme suit :

1° inspecteur divisionnaire d'identification judiciaire;

.../...

2° inspecteur d'identification judiciaire.

Les membres de ce personnel appartiennent au personnel des laboratoires de police technique et scientifique."

Article 102

L'article en projet doit être rédigé sur le modèle du texte proposé pour la rédaction de l'article 88 du projet.

Article 105

Mieux vaut remplacer les mots "comme indiqué à l'annexe 1er du présent arrêté" par les mots "conformément à l'annexe 1".

Article 118

Dès lors que la règle qu'il établit est utile à la mise en oeuvre non pas du seul alinéa 1er de l'article en projet lui-même, mais bien également à celle des articles 115 à 117 du projet, l'alinéa 2 de l'article examiné doit recevoir la forme d'un article distinct rédigé comme suit :

"Art. ... Pour le calcul de l'ancienneté de grade visée aux articles ... à ..., il y a lieu de faire application des dispositions contenues à l'article ...".

.../...

Article 119

L'article en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Le programme, l'organisation et la composition du jury des épreuves de capacité d'avancement barémique visées aux articles ... et ... sont arrêtés par le ministre de la Justice.

Le programme de ces épreuves, qui comportent une partie écrite et une partie orale, diffère selon la catégorie de promotion à une échelle barémique D à laquelle elles donnent respectivement accès."

Article 120

Compte tenu de l'objet qui est le sien, l'article trouverait plus logiquement sa place dans l'article 114 du projet sous la forme d'un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

"L'avis du conseil de concertation de la police judiciaire n'est pas, dans ce cas, requis."

Article 121

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, l'article en projet doit être complété par la mention explicite du moment précis auquel l'octroi aux intéressés du bénéfice de la nouvelle échelle barémique est appelée à prendre effet.

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé :

"Art. ... Dans la limite des emplois vacants, les titulaires des grades conférés par désignation en application de l'article 3 peuvent, en cours d'exercice de leur mandat, être promus à l'échelle barémique 1D conformément aux dispositions qui sont d'application en matière de promotion des commissaires judiciaires divisionnaires à cette même échelle.

Le bénéfice de l'échelle barémique allouée en application de l'alinéa 1er n'est toutefois accordé aux titulaires des grades conférés par désignation qu'au terme du mandat en cours.

Par dérogation à l'alinéa 2, le bénéfice de l'échelle barémique allouée en application de l'alinéa 1er profite immédiatement au commissaire judiciaire divisionnaire promu à cette même échelle en cours d'exercice du mandat de commissaire en chef de la police judiciaire qui lui a été conféré."

Article 122

Mieux vaut remplacer le texte de l'article en projet par la disposition suivante :

"Art. ... L'introduction des candidatures aux promotions visées aux articles ... et ... s'effectue conformément aux articles ... et ...".

.../...

Section IV du chapitre III du titre II

La présentation et la rédaction de la section examinée appellent l'observation suivante :

Exception faite des articles 123, alinéa 3, 127, alinéas 3 et 4 et 129, § 2, alinéa 3 qui établissent des règles particulières liées à la nature spécifique des promotions par avancement barémique, les articles dont se compose la section considérée reproduisent, ni plus ni moins, le contenu des dispositions contenues aux articles 32 à 38 du projet. Il s'ensuit entre ces derniers articles et ces dernières dispositions un double emploi inutile.

La présentation de la section gagnerait en clarté si l'ensemble des articles qu'elle comporte étaient réunis en deux sous-sections distinctes comprenant, la première, un article destiné à préciser que l'évaluation des candidats aux promotions par avancement barémique a lieu conformément aux dispositions applicables en matière d'évaluation des candidats aux promotions par avancement de grade et, la seconde, les dispositions particulières applicables en matière d'évaluation des candidats aux promotions par avancement barémique qui tiennent compte des spécificités liées à la nature même de ces catégories de promotion.

Indépendamment de l'observation générale qui précède, l'examen des articles 123 et 127 du projet appelle les observations particulières suivantes :

.../...

Article 123

Il va de soi que, dans l'hypothèse où un agent ou un officier judiciaire se porte candidat à une promotion par avancement barémique qui n'est pas subordonnée à une vacance d'emploi, seul le procureur du Roi qui dirige la brigade dans le ressort de laquelle ce candidat a sa résidence administrative est appelé à émettre l'avis motivé prévu par l'alinéa 2 de l'article en projet. Dans cette dernière hypothèse, il n'arrivera, en effet, jamais que le procureur du Roi ainsi désigné doive, en vue d'élaborer son propre avis, solliciter d'un procureur du Roi d'une autre brigade une première évaluation du candidat.

La règle établie par l'alinéa 3 de l'article en projet, qui a pour objet d'exclure implicitement, dans l'hypothèse particulière qu'il vise, l'application de la règle énoncée par l'alinéa 2 du même article est, en conséquence, dépourvue de toute utilité et doit être omise.

Article 127

1. Compte tenu de l'objet qui est le sien, la règle établie par l'alinéa 3 de l'article en projet trouverait plus logiquement sa place dans l'une des sous-sections à créer au sein de la section IV du chapitre III du titre II du projet, laquelle sous-section, comme l'observation en a été faite ci-dessus, aurait pour objet de réunir l'ensemble des dispositions de la section considérée qui établissent, en matière de promotions par avancement barémique, des règles particulières.

.../...

2. La faculté pour le procureur du Roi d'assortir l'avis défavorable qu'il a émis à l'égard d'un candidat déterminé d'une proposition motivée de promotion irait à l'encontre de toute logique.

La règle établie par l'alinéa 4 de l'article en projet qui formule une évidence est, en conséquence, dépourvue de toute utilité et doit, de l'accord du fonctionnaire délégué, être omise.

Compte tenu de l'observation générale qui précède relative à la présentation et à la rédaction de la section IV du chapitre III du titre II du projet et des observations particulières formulées à l'égard de l'article 123 et de l'article 127 du projet, il est proposé de remplacer les articles dont se compose la section considérée par les dispositions suivantes :

"Section IV - De l'évaluation et des avis

Sous-section première - Disposition générale

Art. ... Les candidats à une promotion par avancement barémique font l'objet d'une évaluation sur leur manière de servir, leur rendement, leur aptitude professionnelle et leur personnalité.

Il est procédé à cette évaluation conformément aux articles ... à ... et aux articles (1) ... et ...

(1) Sont ici visés les articles compris dans la sous-section II de la section IV du chapitre III du titre II du projet.

Sous-section II - Dispositions particulières

Art. ... Lorsqu'il est défavorable, l'avis que le procureur du Roi est appelé à émettre en application de l'article ... comporte une proposition motivée de retarder l'octroi de la promotion.

Art. ... Lorsqu'elle est saisie, en application de l'article ..., d'un recours formé contre un avis défavorable du procureur du Roi et qu'elle confirme cet avis, la section concernée du comité régulateur de la police judiciaire près les parquets procède à un second vote sur la durée du retard dont il est proposé au ministre de la Justice d'assortir l'octroi de la promotion.

L'avis de la section mentionne le nombre de voix par lequel ce second vote a été acquis."

Article 130

1. Dans la version française du texte du projet, le mot "de" figurant à la fin de la phrase introductive de l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article en projet doit être omis.

Mieux vaut, par ailleurs, remplacer la disposition figurant au 2°, a), du même alinéa par la disposition suivante :

"a) au candidat qui compte la plus grande ancienneté de grade;"

.../...

Le texte néerlandais de la phrase introductive du paragraphe 1er et le texte néerlandais de la phrase introductive du 2° devraient être rédigés en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Compte tenu de leur objet respectif, il serait plus logique d'intervertir l'ordre de présentation des deux premiers alinéas du paragraphe 2 de l'article en projet.

Les mots "La promotion" figurant au début de l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er) du paragraphe examiné seront remplacés par les mots "La promotion à l'échelle de traitement 1D" et l'alinéa 1er (devenant l'alinéa 2) du même paragraphe remplacé par la disposition suivante :

"Les cotes obtenues à l'épreuve de capacité d'avancement barémique déterminent le classement des lauréats."

Article 131

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, est superflu et doit, en conséquence, être omis.

2. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devenant l'alinéa premier, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Le mot "fixer" figurant à la fin de l'alinéa 3 (devenant 2) du paragraphe 1er doit, lui aussi, être omis.

4. Mieux vaut, par ailleurs, dans un souci de clarté du texte, compléter l'alinéa 4 (devenant 3) de l'article examiné par les mots "visée, selon le cas, à l'article ... ou à l'article ...".

La même observation vaut en ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article en projet.

Article 132

Compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, l'article en projet traduirait plus adéquatement l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Art. ... Lorsque le nombre d'emplois réservé à la promotion par avancement barémique à l'échelle 2D ne peut être pourvu dans son entièreté en application de l'article ..., il peut être procédé, à concurrence du nombre d'emplois non attribués, à des promotions au grade d'inspecteur judiciaire divisionnaire, d'inspecteur divisionnaire de laboratoire, d'inspecteur-électrotechnicien divisionnaire ou d'inspecteur divisionnaire d'identification judiciaire.

.../...

Lorsque le nombre d'emplois réservé à la promotion par avancement barémique à l'échelle 1D ne peut être pourvu dans son entièreté en application de l'article ..., il peut être procédé, à concurrence du nombre d'emplois non attribués, à des promotions au grade de commissaire judiciaire divisionnaire, de commissaire divisionnaire de laboratoire ou de commissaire divisionnaire du service des télécommunications."

Article 133

1. Le mot "comme" figurant dans la phrase introductive de l'alinéa 1er de l'article en projet doit être remplacé par les mots "en qualité de".

2. La rédaction de l'article examiné gagnerait en clarté si l'alinéa 2 qu'il comporte était remplacé par les dispositions suivantes :

"Ce complément de traitement est soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

Il est payé en même temps que le traitement et dans les mêmes conditions que celui-ci.

Il est soumis aux mêmes retenues de sécurité sociale que le traitement principal."

.../...

Titre III

La structure de ce titre doit, conformément aux règles de légistique applicables en la matière, être complétée par un chapitre premier nouveau comprenant les dispositions du projet auxquelles il est donné pour objet de modifier d'autres textes de nature réglementaire.

Ce nouveau chapitre auquel sera donné l'intitulé "Dispositions modificatives" comprendra les articles 42 et 166 du projet.

La numérotation des chapitres dont se compose le titre examiné ainsi que l'intitulé même qui est donné à ce dernier seront adaptés en conséquence.

Articles 134 à 141

Il serait préférable de réunir l'ensemble de ces articles qui ont pour objet commun d'abroger des textes réglementaires en un seul article rédigé comme suit :

"Art. ... Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 3 avril 1929 ...; (ne seront mentionnées que les modifications en vigueur);
- 2° l'arrêté royal du 2 décembre 1969 ...;
- 3° l'arrêté royal du 15 janvier 1973 ...;

.../...

- 4° l'arrêté royal du 26 novembre 1976 ... modifié par les arrêtés royaux des 28 juillet 1981, 13 février 1985, 6 octobre 1992, 9 mars 1993 et 30 mai 1996;
- 5° l'arrêté royal du 13 février 1985 ... modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1995;
- 6° l'arrêté royal du 17 octobre 1991 ...;
- 7° l'arrêté royal du 25 novembre 1991;
- 8° l'arrêté royal du 25 novembre 1991 ...".

Article 142

1. La phrase introductive de l'article en projet serait mieux rédigée comme suit:

"Les officiers et agents judiciaires qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires de l'un des grades mentionnés ci-dessous dans la colonne de gauche sont nommés d'office au grade correspondant qui figure, dans la colonne de droite, en regard du leur :".

2. Il y a lieu, dans la liste de conversion des grades, d'écrire "Officier-commissaire en chef aux délégations judiciaires".

.../...

Article 143

1. A l'alinéa 1er, le mot "est" et les mots "dont ils étaient titulaires, mentionnés dans la colonne de gauche à côté de leur grade" doivent être respectivement remplacés par les mots "équivalait à" et "mentionnés dans la colonne de gauche de l'article ... dont ils étaient titulaires antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

2. La rédaction de l'article examiné gagnerait en clarté si l'alinéa 2 était remplacé par la disposition suivante :

"L'ancienneté pécuniaire acquise par ces officiers et agents judiciaires est censée être acquise dans l'échelle de traitement correspondant à leur grade qui leur est applicable à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.".

Article 144

L'article en projet doit, compte tenu du lien étroit qu'il présente avec l'article 167 du projet et compte tenu de l'intention même de l'auteur du projet, telle qu'elle a été précisée par le fonctionnaire délégué, être rédigé comme suit :

"Art. ... Le traitement des officiers et agents judiciaires titulaires d'un grade rayé en vertu de l'article ... est

.../...

fixé dans l'échelle de traitement correspondant à ce même grade conformément aux colonnes 1 et 2 de l'annexe 2.

Le traitement des officiers et agents judiciaires nommés d'office, en vertu de l'article ..., dans un nouveau grade est fixé dans l'échelle de traitement correspondant au grade créé conformément aux colonnes 3 et 4 de l'annexe 2."

Article 145

L'article en projet serait, de l'accord du fonctionnaire délégué, mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Par dérogation à l'article ..., les agents judiciaires nommés d'office inspecteurs judiciaires en vertu de l'article ... et titulaires de l'échelle barémique 2B peuvent, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, être promus, dans la limite des emplois vacants, au grade d'inspecteur judiciaire divisionnaire pour autant que :

- 1° à la date du 31 décembre 1998, ils comptent une ancienneté de grade de onze ans au moins;
- 2° ils aient réussi la première et la seconde partie du degré moyen de l'Ecole de criminologie et de criminalistique ou possèdent le certificat du degré moyen de l'Ecole de criminologie et de criminalistique."

Les articles 147, 149, 151 et 153 du projet doivent être rédigés sur le même modèle.

.../...

Article 146

L'article en projet serait de l'accord du fonctionnaire délégué, mieux rédigé comme suit :

"Art. ... Par dérogation à l'article ..., les agents judiciaires nommés d'office inspecteurs judiciaires en vertu de l'article ... et titulaires de l'échelle barémique 2B au 31 décembre 1998 peuvent, au moment où ils comptent une ancienneté de grade d'au moins onze ans, être promus, dans la limite des emplois vacants, au grade d'inspecteur judiciaire divisionnaire pour autant que :

- 1° à la date du 31 décembre 1998, ils comptent une ancienneté de grade d'au moins neuf ans et de moins de onze ans;
- 2° ils aient réussi la première et la seconde partie du degré moyen de l'Ecole de criminologie et de criminalistique ou possèdent le certificat du degré moyen de l'Ecole de criminologie et de criminalistique;
- 3° ils répondent aux exigences particulières de formation continuée."

Les articles 148, 150, 152 et 154 du projet doivent être rédigés sur le même modèle.

.../...

Articles 156 à 160

Les articles en projet reproduisent les articles 59 à 63 du projet précité d'arrêté royal "portant simplification de la carrière des officiers et agents judiciaires près les parquets".

A l'occasion de l'examen des dispositions précitées de ce projet, la section de législation faisait observer ce qui suit :

"... des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que les articles en projet n'ont pas d'autre objet que de réglementer la situation juridique d'un nombre déterminé d'agents et d'officiers judiciaires, telle que cette dernière pourrait se présenter à l'issue de recours actuellement pendants devant la section d'administration du Conseil d'Etat.

Il n'appartient pas à la section de législation du Conseil d'Etat de donner des avis sur des conséquences juridiques pouvant résulter de décisions de la section d'administration sur des recours toujours pendants."

L'examen des articles en projet s'expose, pour les mêmes motifs, à la même observation.

Article 162

Les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

La même remarque vaut pour l'article 163 du projet.

.../...

Article 164

La rédaction de l'article examiné doit, compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, être complétée de manière à préciser que l'habilitation conférée au ministre de la Justice comporte également le pouvoir de fixer la composition du jury chargé de se prononcer sur la réussite des candidats aux épreuves de formation continuée considérées.

Article 165

L'article en projet doit être remplacé par la disposition suivante :

"Art. ... Par dérogation aux articles ..., les officiers judiciaires nommés d'office, en application de l'article ... au grade de commissaire judiciaire divisionnaire sont désignés d'office en qualité de commissaire en chef de la police judiciaire pour une période de cinq ans qui peut être écourtée aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles établies par l'article ...".

Article 166

1. Compte tenu de l'objet spécifique qui est le sien, l'article en projet doit être extrait du chapitre au sein duquel il figure pour être intégré dans le nouveau chapitre premier du titre III du projet.

.../...

Il est renvoyé, à cet égard, à l'observation générale formulée à propos de la structure nouvelle que l'auteur du projet est invité à donner à ce même titre.

2. Par ailleurs, à l'article 2, 1^o, en projet de l'arrêté royal du 9 novembre 1992 considéré, mieux vaut écrire :

"1^o ... et la formation continuée, lorsque cette dernière n'est pas réglée par le ministre de la Justice."

Article 167

L'article en projet doit, compte tenu de la proposition de texte suggérée pour l'article 144 du projet et de l'accord du fonctionnaire délégué, être omis.

Il est renvoyé, à cet égard, à l'observation formulée sous ce dernier article.

Article ... nouveau

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, le texte du projet doit être complété par un article nouveau destiné à énumérer l'ensemble des grades des officiers et agents judiciaires destinés à être rayés le jour même de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

.../...

Article 168

L'article en projet doit, compte tenu de la proposition de texte formulée pour l'article 144 du projet ainsi que de l'intention de l'auteur du projet telle qu'elle a été précisée par le fonctionnaire délégué, être rédigé comme suit :

"Art. ... Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au Moniteur belge, à l'exception de l'article ..., alinéa 1er, des échelles de traitement 1A, 1B, 1C, 1D, 1G, 2A, 2B, 2C et 2D mentionnées à l'annexe 1 et des colonnes 1 et 2 de l'annexe 2 qui produisent leurs effets le 1er janvier 1995."

Article 169

L'article en projet doit, compte tenu de la proposition de texte suggérée pour la rédaction de l'article 144 du projet et comme en a convenu le fonctionnaire délégué, être complété par un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

"L'article ..., alinéa 1er, cesse ses effets le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté."

.../...

Article 170

1. Le texte néerlandais de l'alinéa premier devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Mieux vaut remplacer la formule "par les dispositions telles qu'elles étaient rédigées avant leur modification par le présent arrêté", figurant à l'alinéa 2, par la formule "par les dispositions applicables en la matière avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

3. L'alinéa 3 traduirait, quant à lui, plus correctement l'intention de l'auteur du projet s'il était rédigé comme suit :

"Les promotions qui interviennent au terme des procédures visées à l'alinéa 2 sont, lorsqu'elles sont assorties d'une date de prise d'effets qui est antérieure à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, effectuées dans les grades et dans les échelles de traitement mentionnés dans les colonnes 1 et 2 de l'annexe 2.".

Observations finales

1. De manière générale, il y lieu d'écrire "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première", "Sous-section première" en toutes lettres.

.../...

2. Il n'y a pas lieu de diviser un article en paragraphes dès lors que chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

L'observation vaut pour les articles 101, 106, 132, 156, 158 et 160 du projet.

3. Lorsqu'à l'intérieur d'une phrase, des subdivisions numérotées s'imposent, le numérotage doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes éventuellement subdivisés en a), b), c), etc.

L'observation vaut pour les articles 18, 41, 53, 57, 82, 92, 106, 107, 108, 109, 110 du projet.

4. Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Voorafgaande opmerking

De afdeling wetgeving heeft in haar adviezen L. 25.362/2 van 17 februari 1997 en L. 26.363/2 van 3 maart 1997 betreffende respectievelijk een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten" en een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten, het volgende opgemerkt :

"De wet van 7 april 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten vormt beweerdelijk de rechtsgrond van de ontworpen besluiten. Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar wordt de Koning bij de artikelen 1, 2 en 6 van die wet er stilzwijgend toe gemachtigd de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten vast te stellen.

De steller van het ontwerp wordt er in het bijzonder op gewezen dat het bestaan zelf van die machtiging thans bij de afdeling administratie van de Raad van State wordt betwist."

De vraag of de Koning wel gemachtigd is tot het vaststellen van de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten is nog steeds aanhangig bij de afdeling administratie van de Raad van State; het advies van de afdeling wetgeving kan dan ook alleen worden gegeven onder voorbehoud van het antwoord dat de afdeling administratie op die vraag zal geven.

.../...

Algemene opmerking

Uit de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, blijkt dat het ontworpen besluit slechts een gedeeltelijke uitvoering vormt van de voorgenomen hervorming en dat nog andere besluiten moeten worden aangenomen om de gehele, terzake geldende regeling aan te passen. De tekst van die besluiten, waarvan de redactie meestal nog aan de gang is, moet nog om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State worden voorgelegd.

Aangezien de afdeling wetgeving van de Raad van State niet alle, voor de totstandkoming van de voorgenomen hervorming vereiste teksten gelijktijdig heeft kunnen onderzoeken, kan ze de steller van het ontwerp geen garanties geven inzake de samenhang van de voorgenomen hervorming en evenmin inzake het zich verdragen van elk van de bepalingen van het ontworpen besluit met de bepalingen van de ontwerp-besluiten die haar nog om advies moeten worden voorgelegd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Er is geen grond om melding te maken van de wijziging die op 6 juli 1964 in de wet van 7 april 1919 is

.../...

aangebracht, aangezien die wijziging niet meer van kracht is.

Tweede lid (nieuw)

Overeenkomstig de terzake toepasselijke regels van de wetgevingstechniek behoort in de aanhef van het ontworpen besluit uitdrukkelijk de verordeningsbepaling(en) te worden genoemd tot wijziging waarvan dit besluit strekt.

Gelet op de opmerking die over artikel 42 van het ontwerp wordt gemaakt, dient de aanhef dan ook te worden aangevuld met een nieuw tweede lid, dat een verwijzing behoort te bevatten naar die bepaling van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten, tot wijziging waarvan het ontworpen besluit strekt.

Tweede lid (dat het derde lid wordt)

Overeenkomstig het gebruik behoort met grotere nauwkeurigheid te worden aangegeven welke verordeningsbepaling(en) door het ontworpen besluit zou(den) worden gewijzigd.

Het ontworpen lid behoort bijgevolg te worden aangevuld met de woorden "inzonderheid op artikel 2, 1^o;".

De woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 november 1994 en 30 maart 1995" dienen te vervallen.

.../...

Vijfde lid (nieuw)

Gelet op het nauwe verband dat protocol nr. 137 en protocol nr. 138 van 30 mei 1996 van Sectorcomité III - Justitie, vertonen met het in het huidige derde lid vermelde protocol van onderhandelingen met de vakbonden, is de verwijzing naar die documenten beter op haar plaats in een nieuw vijfde lid.

Zesde lid (dat het achtste lid wordt)

Volgens het bij de adviesaanvraag gevoegde document dateert de akkoordbevinding van de Minister van Begroting niet van 23 mei 1996, maar van 1 augustus 1996.

Men schrijve dan ook :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 1 augustus 1996;".

Negende lid (nieuw)

De aanhef behoort te worden aangevuld met een nieuw negende lid, luidende :

"Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken van 23 mei 1996;".

.../...

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 1 De gerechtelijke politie bij de parketten bestaat uit gerechtelijke agenten en gerechtelijke officieren.

De categorie van de gerechtelijke agenten bestaat uit de graden gerechtelijk inspecteur en gerechtelijk afdelingsinspecteur.

De categorie van de gerechtelijke officieren bestaat uit de graden gerechtelijk commissaris, gerechtelijk afdelingscommissaris, hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie en commissaris-generaal van de gerechtelijke politie."

Artikel 2

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 2 De gerechtelijke agenten worden door de Minister van Justitie benoemd.

.../...

De gerechtelijke officieren die de graad van gerechtelijk commissaris en gerechtelijk afdelings-commissaris bezitten, worden door de Koning benoemd."

De artikelen 3 en 4.

Gelet op het nauwe verband dat tussen deze beide artikelen bestaat, behoren die te worden samengevoegd tot een enig artikel, luidende :

"Art. 3 De gerechtelijke officieren die de graad van hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of commissaris-generaal van de gerechtelijke politie bezitten, worden door de Koning aangewezen.

Voor de toepassing van deze afdeling behoort onder aanwijzing te worden verstaan een tijdelijke benoeming voor een termijn van vijf jaar die door de Koning kan worden vernieuwd of ingekort."

De artikelen en de verwijzingen naar de onderscheiden bepalingen van het ontwerp behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

.../...

Artikel 5

Het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Om als commissaris-generaal van de gerechtelijke politie te kunnen worden aangewezen, moet de gegadigde aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1º de leeftijd van zestig jaar niet hebben bereikt;
- 2º ofwel adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, ofwel hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, ofwel gerechtelijk afdelingscommissaris zijn en weddeschaal 1D genieten, ofwel gerechtelijk afdelingscommissaris zijn en de voorwaarden vervullen om tot weddeschaal 1D te worden bevorderd."

De artikelen 6 en 7

Deze beide ontworpen artikelen dienen te worden gesteld volgens het model van de tekst die voor de redactie van artikel 5 van het ontwerp is voorgesteld.

Artikel 8

1. In de eerste zin dient de steller van het ontwerp aan te geven met welke voorwaarden rekening zal worden gehouden wanneer de aanwijzing wordt vernieuwd.

.../...

2. De tweede zin behoort een apart tweede lid te worden, luidende :

"De gerechtelijke officieren die een vernieuwing van hun aanwijzing ambiëren, dienen hun kandidatuur per ter post aangetekende brief in bij de Minister van Justitie, in de loop van de zevende maand vóór het einde van de lopende aanwijzingstermijn.".

Artikel 9

Gelet op de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 tot 8, dient de bepaling, in haar huidige lezing, als overbodig te vervallen.

Artikel 10

1. In het eerste lid, in fine, schrijve men : "... heeft de gerechtelijk afdelingscommissaris de administratieve standplaats Brussel".

2. In de Franse tekst van het tweede lid, in fine, behoort het woord "où" te worden vervangen door de woorden "pour laquelle".

.../...

Artikel 11

1. De in het eerste lid vervatte precisering dat met "het belang van de dienst" onder meer het geval wordt bedoeld waarin de termijn van aanwijzing van de betrokkene wordt ingekort om redenen die met zijn persoonlijke gedrag te maken hebben, is uiterst dubbelzinnig. Het gedrag van de betrokkene kan mogelijk alleen om een met de dienst verband houdende reden afkeurenswaardig zijn; dat gedrag kan echter ook een tuchtrechtelijke tekortkoming zijn, in welk geval dat gedrag moet worden gestraft volgens een daartoe ingestelde procedure en niet door inkorting van de aanwijzings-termijn. Bijgevolg dienen de woorden "ondermeer om redenen die te maken hebben met het gedrag van betrokkene", te vervallen.

2. Het in het derde lid geregelde horen van de betrokken gerechtelijk officier is, volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, alleen vereist wanneer wordt overwogen om voortijdig een einde te maken aan de aanwijzing van de betrokkene om redenen die met het belang van de dienst verband houden.

Zoals het ontworpen lid is gesteld, kan het echter ook betrekking hebben op het geval dat op verzoek van een gerechtelijk officier voortijdig een einde aan diens aanwijzing wordt gemaakt.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de redactie ervan bijgevolg moet worden aangepast om de

.../...

werkingssfeer ervan uitdrukkelijk te beperken tot alleen het geval dat aan de aanwijzing van een bepaald gerechtelijk officier voortijdig een einde wordt gemaakt om redenen die verband houden met het belang van de dienst.

De redactie van het ontworpen artikel moet in het licht van de zopas gemaakte tweeledige opmerking worden herzien.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... § 1 De aanwijzing kan op verzoek van de betrokkene of in het belang van de dienst worden ingekort.

§ 2 Wanneer de termijn van aanwijzing in het belang van de dienst wordt ingekort, verzoekt de Minister van Justitie de algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten een onderzoek in te stellen en hem verslag uit te brengen overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot oprichting van een algemene inspectie van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Na het onderzoek bedoeld in het eerste lid en na het opstellen van het verslag bedoeld in datzelfde lid, wordt de betrokken gerechtelijk officier gehoord door de magistraat die de in artikel ... vermelde evaluatiecommissie voorzit".

.../...

Artikel 12

1. De tweede zin van het eerste lid strekt ertoe te bepalen dat een bij aanwijzing verleende betrekking op zijn vroegst vanaf de zesde maand vóór het openvallen ervan vacant mag worden verklaard.

Gelet op de werkingssfeer van het ontworpen artikel zoals die in de eerste zin van het eerste lid wordt gedefinieerd, kan de bepaling zowel doelen op het geval dat het vacant zijn van de betrekking het gevolg is van het niet-vernieuwen van de aanwijzing, als op het geval dat de termijn van aanwijzing op verzoek van de gerechtelijk officier of in het belang van de dienst is ingekort.

Hoe de aldus gestelde regel op het tweede voormelde geval kan worden toegepast, is niet meteen duidelijk.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de redactie van de onderzochte bepaling bijgevolg moet worden aangepast om de werkingssfeer van de daarin aangegeven regel tot het eerste van de twee voormelde gevallen te beperken.

2. De tekst van het tweede lid neemt slechts een deel over van het tweede lid van artikel 8 van het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten", waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State op 3 maart 1997 een advies heeft gegeven.

.../...

De bepaling die toen door de afdeling wetgeving is onderzocht, schreef immers tevens uitdrukkelijk voor dat de Minister van Justitie de goede ontvangst meldt van de kandidaturen van de betrokkenen.

Zoals het ontworpen lid thans is gesteld, bevat het die precisering niet meer.

Het staat aan de steller van het ontwerp om te oordelen of het opportuun is om het aangegeven verzuim te verhelpen en om, in voorkomend geval, het ontworpen lid dienovereenkomstig aan te vullen.

Gelet op de hiervoren gemaakte eerste opmerking en onder voorbehoud van de tweede opmerking die voorafgaat, zou het ontworpen artikel beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Wanneer de aanwijzing niet wordt vernieuwd of wanneer daaraan voortijdig een einde wordt gemaakt, verklaart de Minister van Justitie de betrekking waar die aanwijzing op slaat, vacant.

De vacantverklaring, die in geval van niet-vernieuwing van de aanwijzing, op zijn vroegst de zesde maand vóór het vacant worden van de betrekking mag geschieden, wordt aangekondigd door middel van een oproep tot de gegadigden die in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Die oproep bepaalt de termijn waarbinnen de kandidaturen aan de Minister van Justitie moeten worden

.../...

gericht en vermeldt dat de gegadigden verplicht zijn hun kandidatuur per ter post aangetekende brief te versturen."

Artikel 13

1. In de eerste zin, in fine, dient het woord "werden" te worden vervangen door het woord "zijn".

2. De tweede zin zou beter een apart lid worden, luidende :

"Op dat ogenblik wordt hun een nieuwe administratieve standplaats toegekend."

Artikel 14

Het ontworpen artikel houdt voor de daarin aangegeven procureurs des Konings de verplichting in om over de gerechtelijke officieren die kandidaat zijn voor een betrekking die bij aanwijzing wordt toegekend, een gemotiveerd advies uit te brengen.

Het neemt gedeeltelijk artikel 10, eerste lid, 2°, tweede zin, over van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten".

.../...

Zoals het ontworpen artikel thans is gesteld, gaat het niet meer over het bijzondere geval dat een gerechtelijk officier die kandidaat is voor een betrekking die bij aanwijzing wordt verleend, gedetacheerd wordt bij het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten of bij de bijzondere brigade.

Het staat aan de steller van het ontwerp de aldus aangegeven juridische leemte aan te vullen door de magistraat aan te wijzen die bevoegd is om de vereiste adviezen te geven.

In dat geval dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat rekening gehouden wordt met de opmerking die de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gemaakt over artikel 10, eerste lid, 2^o, tweede zin, van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten".

Onder voorbehoud van de zopas gemaakte opmerking zou het ontworpen artikel, aangevuld zoals daarnet is gezegd, beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Over de gerechtelijke officieren die kandidaat zijn voor een betrekking die bij aanwijzing wordt verleend, wordt een gemotiveerd advies uitgebracht door de procureurs des Konings die aan het hoofd staan van de brigades in het rechtsgebied waarvan zij hun administratieve standplaats hebben gehad gedurende de vijf jaar die aan de datum van de vacature voorafgaan.".

.../...

Artikel 15

Het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Elk advies wordt ter kennis gebracht van de gegadigde, die daarop binnen vijf dagen kan antwoorden door middel van een nota met opmerkingen.".

Artikel 16

Gelet op het doel zelf van hoofdstuk II, afdeling II, onderafdeling III, van het ontworpen besluit en van datgene van artikel 22 van het ontwerp, zou het onderzochte artikel beter door de volgende bepaling worden vervangen :

"Art. ... Bij het ministerie van Justitie wordt een evaluatiecommissie ingesteld die heeft te oordelen over de geschiktheid van iedere gegadigde voor een betrekking die bij aanwijzing wordt verleend.".

Artikel 17

Het zou beter zijn te schrijven :

"... die, overeenkomstig artikel 43quinquies van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, bewijst dat hij de andere taal kent dan die waarin hij de

.../...

examens van het doctoraat of het licentiaat in de rechten heeft afgelegd.".

Artikel 18

1. In de inleidende zin zouden de woorden "uit volgende personen" beter worden vervangen door de woorden "uit de volgende leden".

2. In onderdeel 1^o van de Franse tekst verdient het aanbeveling de woorden "en tant que" te vervangen door de woorden "en qualité de". Deze opmerking geldt tevens voor onderdeel 2^o.

3. In onderdeel 1^o, punten 3 en 4, is het beter de woorden "het lid vermeld onder 2" en "het lid vermeld onder 1" respectievelijk te vervangen door de woorden "dan die van de directeur-generaal van het bestuur Rechterlijke Orde van het ministerie van Justitie of zijn vervanger" en door de woorden "dan die van de secretaris-generaal van het ministerie van Justitie of zijn vervanger".

4. In onderdeel 1^o, punt 4, schrijve men :

"4. een extern expert in management die een andere voertaal heeft dan die van de secretaris-generaal van het ministerie van Justitie of zijn vervanger;".

.../...

5. In onderdeel 2°, punten 4 en 5, dienen de woorden "van de andere taalrol dan het lid vermeld onder 3" en "van de andere taalrol dan het lid vermeld onder 1" respectievelijk te worden vervangen door de woorden "van de andere taalrol dan die van de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of zijn vervanger" en de woorden "van de andere taalrol dan die van de directeur-generaal van het bestuur Rechterlijke Orde van het ministerie van Justitie of zijn vervanger".

Artikel 19

1. Aangezien er slechts één betrekking van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie is, blijkt het volkomen zinloos dat de Minister van Justitie de gerechtelijk officier die deze graad bekleedt aanwijst als lid van de evaluatiecommissie.

De verwijzing naar artikel 18, 2°, punt 3, van het ontwerp moet bijgevolg vervallen.

2. De redactie van het ontworpen artikel dient daarentegen aldus te worden aangevuld dat als één van de onderscheiden leden van de evaluatiecommissie die door de Minister van Justitie moeten worden benoemd ook de adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie uitdrukkelijk wordt vermeld.

.../...

Gelet op de zopas gemaakte tweeledige opmerking dienen de woorden "bedoeld in artikel 18, 1^o, 3 en 4 en 2^o, 2, 3, en 4" te worden vervangen door de woorden "bedoeld in art. ..., 1^o, 3 en 4, en 2^o, 2, 4 en 5".

Artikel 20

1. De inleidende zin zou als volgt moeten worden gesteld :

"De evaluatiecommissie neemt de volgende stukken in aanmerking : ...".

2. De bepalingen die voorkomen in de onderdelen 2^o en 3^o dienen te worden vervangen als volgt :

"2^o de gemotiveerde adviezen bedoeld in artikel ...;

3^o in voorkomend geval de in artikel ... bedoelde nota met opmerkingen van de gegadigde.".

Artikel 21

In de eerste zin van het tweede lid wordt bepaald dat de evaluatiecommissie de magistraten en gerechtelijke officieren kan horen over de adviezen die zij hebben uitgebracht over de gegadigden voor een betrekking die bij aanwijzing wordt verleend.

.../...

In tegenstelling tot wat geldt voor de bevordering door verhoging in graad tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur en gerechtelijk afdelingscommissaris, zoals die in de artikelen 25 tot 40 van het ontwerp wordt geregeld, is voor de procedure voor aanwijzing van gerechtelijke officieren als hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of commissaris-generaal van de gerechtelijke politie echter niet voorzien in door gerechtelijke officieren uitgebrachte adviezen.

De gemachtigde ambtenaar is ermee eens dat de redactie van de ontworpen bepaling bijgevolg aldus moet worden aangepast dat de daarin gestelde regel verenigbaar is en een samenhangend geheel vormt met alle overige bepalingen van het ontwerp die gaan over de procedure van aanwijzing.

Voor het overige dient de volgorde van de beide leden van de ontworpen bepaling te worden omgekeerd en behoren ze als volgt te worden gesteld :

"Art. ... De commissie kan de in artikel ... bedoelde magistraten en de officieren horen over de adviezen die zij hebben uitgebracht. Van dat verhoor wordt proces-verbaal opgemaakt dat aan de gegadigde wordt bezorgd. Deze kan zijn opmerkingen doen gelden.

Na dit eventuele verhoor en voor ze de evaluatie opmaakt, hoort de commissie de gegadigde, die alleen verschijnt. Indien hij niet verschijnt, wordt zijn kandida-

.../...

tuur, behalve in geval van overmacht, ambtshalve als ingetrokken beschouwd."

Artikel 22

Men schrijve : "... evalueert de gegadigde op de volgende wijze".

Artikel 24

1. Het eerste lid is een nauwkeuriger versie van de regel gesteld in artikel 1, 3°, van het voormelde ontwerp van koninklijk besluit "betreffende betrekkingen die bij aanwijzing worden toegekend bij de gerechtelijke politie bij de parketten".

De bepaling die de afdeling wetgeving toen heeft onderzocht, stelde als één van de vele voorwaarden waaraan moet worden voldaan door de gerechtelijke officieren die kandidaat zijn voor een aanwijzing tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, dat de betrokkenen het gunstige advies van de procureurs-generaal moesten verkrijgen.

Ter gelegenheid van het onderzoek van die bepaling heeft de afdeling wetgeving de drie volgende opmerkingen gemaakt :

.../...

"1. In het Belgisch rechtstelsel neemt de minister de politieke verantwoordelijkheid voor de beslissingen betreffende de loopbaan van de gerechtelijke agenten en officieren op zich. Het zou derhalve verkieslijk zijn dat het advies van de procureurs-generaal, of het nu gunstig is of niet, de minister niet bindt.

2. De regels die vastgesteld worden in 3^o en 4^o van het ontworpen artikel vormen eigenlijk geen voorwaarde voor benoeming tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, maar zijn veeleer procedureregels. Zij dienen dan ook te vervallen in het onderzochte artikel en opgenomen te worden in twee nieuwe bepalingen, waarvan de ene er specifiek toe strekt te bepalen dat iedere aanwijzing tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie vooraf ter beoordeling voorgelegd moet worden aan een evaluatiecommissie, en de andere dat diezelfde aanwijzing ter fine van advies aan de procureurs-generaal moet worden voorgelegd.

(...)

3. Van de procureurs-generaal dient vereist te worden dat zij het advies dat zij verplicht moeten uitbrengen over iedere kandidatuur voor een betrekking van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, met bijzondere redenen omkleden. De ontworpen bepaling slaat niet op het college van procureurs-generaal. Daaruit dient afgeleid te worden dat elk van hen een advies dient uit te brengen over de kandidaat, wat des te meer rechtvaardigt dat die adviezen met redenen omkleed worden."

In het ontworpen lid wordt voorbijgegaan aan de laatste van de drie voorgaande opmerkingen, doordat de in dat lid bedoelde procureurs-generaal daarbij geenszins worden verplicht het advies te motiveren dat ieder van hen over elke gegadigde voor de betrekking van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie, moet uitbrengen.

.../...

De redactie ervan moet aldus worden herzien dat wordt voorgeschreven dat het advies van elke procureur-generaal gemotiveerd dient te zijn. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... De evaluatiecommissie stuurt het dossier betreffende de aanwijzing tot de graad van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie door naar de procureurs-generaal, die allen verzocht worden de Minister van Justitie een gemotiveerd advies over iedere kandidaat te bezorgen.".

2. Net zoals het advies dat de procureurs-generaal met toepassing van het eerste lid van het ontworpen artikel over elke gegadigde voor de betrekking van commissaris-generaal van de gerechtelijke politie moeten uitbrengen, moet ook het advies dat de betrokken procureur-generaal krachtens het tweede lid van dit artikel over elke gegadigde voor de graad van adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke of van hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie moet uitbrengen, met bijzondere redenen worden omkleed.

Het ontworpen lid behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De commissie stuurt het dossier betreffende de aanwijzing tot de graad van, naargelang van het geval, adjunct-commissaris-generaal van de gerechtelijke politie of hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie aan de procureur-generaal bij het hof van beroep van het rechts-

.../...

gebied waar de betrekking vacant is, met het verzoek de Minister van Justitie een gemotiveerd advies over elke gegadigde te doen geworden."

Artikel 25

1. In de inleidende zin schrijve men :

"Voor zover er vacante betrekkingen zijn, kunnen tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur worden bevorderd de gerechtelijke inspecteurs die :".

Een soortgelijke opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 26.

2. In de Franse tekst van onderdeel 2° behoort het woord "qui" te worden geschrapt vóór het woord "possèdent".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 26, 2°, van het ontwerp.

3. In onderdeel 3° is het beter te schrijven :

"3° voldoen aan de verplichtingen van voortgezette opleiding."

Dat voorstel van formulering geldt tevens voor artikel 26, 3°, van het ontwerp.

.../...

Artikel 27

1. In het eerste lid, in fine, zouden de woorden "als titularis van zijn graad" moeten worden vervangen door de woorden "in een bepaalde graad".

In het tweede lid zouden in de Franse tekst de woorden "en tant que membre de la police judiciaire des parquets" vervangen moeten worden door de woorden "en qualité de membre de la police judiciaire près les parquets".

2. Het derde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor de berekening van de graadanciënniteit en de dienstanciënniteit wordt rekening gehouden met alle diensten die de gerechtelijk agent of gerechtelijk officier heeft verricht wanneer hij zich in een administratieve stand bevond waarin hij zijn aanspraken op bevordering kon doen gelden.".

Artikel 28

Men schrijve "... bedoeld in de artikelen ... en ...". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 29 van het ontwerp.

.../...

Bovendien schrijve men "behoeft te adviseren" in plaats van "moet adviseren".

Artikel 30

1. In paragraaf 1, eerste lid, dient het woord "kalenderdagen" te worden vervangen door het woord "dagen".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 31 van het ontwerp.

2. Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat van de onderscheiden voorwaarden waaraan moet worden voldaan door de gerechtelijke agenten en gerechtelijke officieren die kandidaat zijn voor een bevordering door verhoging in graad, alleen de voorwaarde betreffende de vereiste graadanciënniteit vervuld moet zijn op het ogenblik zelf dat het bericht dat de betrekking die zij ambiëren vacant is, hun ter kennis wordt gebracht.

Gelet op die precisering blijkt de formule aan het einde van hetzelfde eerste lid "aan de personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden om te worden bevorderd" ongeschikt. Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft toegegeven, moet ze worden vervangen door de beperkender formulering "de personeelsleden die op het ogenblik van die kennisgeving de graadanciënniteit bezitten bedoeld in artikel ... of artikel ..., naargelang van het geval.".

.../...

Voorts vervange men de uitdrukking "betekenen ... aan" door de uitdrukking "brengen ... ter kennis van".

In het tweede lid van paragraaf 1 schrijve men "het laatst" in plaats van "laatst".

Artikel 31

Het artikel dient door de volgende bepaling te worden vervangen :

"Art. ... Er wordt alleen rekening gehouden met de kandidaturen die zijn ingediend binnen vijftien dagen vanaf de dag waarop de vacature ter kennis van de gegadigden is gebracht overeenkomstig artikel ...".

Artikel 32

1. Aan het begin van het eerste lid zouden de woorden "van het ambtsgebied waar" beter worden vervangen door de woorden "die aan het hoofd staat van de brigade in het ambtsgebied waarvan".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er geen enkele specifieke reden is om voor het in het tweede lid bedoelde advies van de procureur des Konings niet ook de motivering voor te schrijven die wordt geëist voor het

.../...

advies van de procureur des Konings die in het eerste lid van hetzelfde artikel wordt aangeduid.

Gelet op die precisering zou het tweede lid de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weergeven als het als volgt wordt gesteld :

"Wanneer de administratieve standplaats van de gegadigde gelegen is in het ambtsgebied van een andere brigade dan die waarin de betrekking vacant is, wordt het advies dat de procureur des Konings met toepassing van het eerste lid moet uitbrengen, opgesteld met inachtneming van het gemotiveerde advies van de procureur des Konings die aan het hoofd staat van de brigade waaraan de gegadigde verbonden is op het ogenblik dat de vacature hem ter kennis wordt gebracht.".

Artikel 33

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het artikel de bedoeling van de steller van het ontwerp beter zou weergeven als het als volgt wordt gesteld :

"Art. ... § 1 De procureur des Konings die aan het hoofd staat van de brigade in het ambtsgebied waarvan de administratieve standplaats van de gegadigde gelegen is, verzoekt de gerechtelijk officier die het bevel voert over diezelfde brigade hem een evaluatie te bezorgen over de wijze van dienen, het rendement, de beroepsbekwaamheid en de persoonlijkheid van de gegadigde.

.../...

§ 2 De gerechtelijk officier die krachtens paragraaf 1 wordt aangezocht, houdt voor het opstellen van zijn eigen evaluatie rekening met die welke tevoren is opgesteld door de gerechtelijk officier die ten aanzien van de gegadigde de hoedanigheid van onmiddellijke hiërarchische meerdere bezit.

Als, op het ogenblik dat de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie overeenkomstig artikel ... het bericht van vacature ter kennis brengt, de gegadigde zijn administratieve standplaats in de brigade waaraan hij verbonden is eerst sedert minder dan zes maanden heeft, houdt de gerechtelijk officier die aan het hoofd van die brigade staat voor het maken van zijn eigen evaluatie rekening met de evaluatie die tevoren is opgesteld door zijn collega van de brigade waaruit de gegadigde afkomstig is.

§ 3 Wanneer de gegadigde gedetacheerd wordt bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten of als verbindingsofficier naar het buitenland wordt gezonden, wordt de evaluatie door de gerechtelijk officier, die het bevel voert over de brigade waaruit hij voorlopig verwijderd wordt, opgesteld met inachtneming van de evaluatie die de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie over de betrokkene verzocht wordt te geven.

Wanneer de gegadigde gedetacheerd wordt bij de bijzondere brigade ter beteugeling van de zware criminaliteit, wordt de evaluatie door de gerechtelijk officier die aan het hoofd staat van de brigade waaruit hij voorlopig verwijderd wordt, opgesteld met inachtneming van de

.../...

evaluatie van de officier aan wie de bevelvoering over de bijzondere brigade is toevertrouwd".

De artikelen 34 en 35

1. Waarom alleen de evaluaties die worden afgesloten met de vermelding "zwak" of "onvoldoende" gemotiveerd moeten worden, is niet meteen duidelijk. Alle evaluaties zonder onderscheid moeten van een passende motivering vergezeld gaan.

De redactie van de tweede zin van het ontworpen artikel 34 behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Gelet op het nauwe verband dat deze beide ontworpen artikelen vertonen, moeten ze worden samengevoegd tot één enkel artikel dat, vanwege de zopas gemaakte opmerking, als volgt wordt gesteld :

"Art. ... § 1 De evaluaties worden afgesloten met de vermelding "uitstekend", "zeer goed", "goed", "zwak" of "onvoldoende".

Elke evaluatie moet afdoende worden gemotiveerd.

§ 2 De nadere regels voor de evaluatie en het evaluatierooster worden vastgesteld door de Minister van Justitie."

.../...

Artikel 36

Het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Het advies dat met toepassing van artikel ... moet worden uitgebracht door de procureur des Konings, die aan het hoofd staat van de brigade in het ambtsgebied waarvan de betrekking vacant is, wordt afgesloten met de vermelding "gunstig" of "ongunstig".

Indien dat advies afwijkt van de conclusies van de onderscheiden evaluaties die voor het opstellen ervan hebben gediend, worden de redenen daarvan er uitdrukkelijk in vermeld."

Artikel 37

Gelet op de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, zou het ontworpen artikel beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... Van elke evaluatie en elk advies wordt onverwijld kennis gegeven aan de gegadigde, die ze viseert.

Iedere gegadigde kan daarover alle opmerkingen die hij nuttig acht maken door middel van een nota met opmerkingen, die bij zijn dossier wordt gevoegd."

.../...

Artikel 38

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. ... § 1 De gegadigde voor een betrekking die bij aanwijzing wordt toegekend, kan bij het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten bedoeld in artikel ... beroep instellen tegen het ongunstige advies dat met toepassing van artikel ... is uitgebracht door de procureur des Konings, die aan het hoofd staat van de brigade in het ambtsgebied waarvan de betrekking vacant is.

Het beroep van de gegadigde moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden gericht aan de procureur-generaal bij het hof van beroep in het rechtsgebied waarvan de administratieve standplaats van de betrokkene is gelegen, binnen tien dagen nadat hem van het ongunstige advies van de procureur des Konings kennis is gegeven. Het beroep bevat het uitdrukkelijke verzoek om door het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten te worden gehoord.

§ 2 Het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten handelt overeenkomstig de artikelen ... tot ...

De afdeling van het comité waarbij het beroep aanhangig is gemaakt, brengt bij geheime stemming een gemotiveerd advies uit, waarin het ongunstige advies van de procureur des Konings wordt bekrachtigd of ongedaan gemaakt.

.../...

Dat advies vermeldt inzonderheid de uitslag van de stemming.

De voorzitter van de afdeling van het comité waarbij het beroep aanhangig is gemaakt, zendt de Minister van Justitie het volledige dossier van de gegadigde toe en voegt daarbij het advies van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten."

De artikelen 39 en 40

Artikel 39 voert een gebonden bevoegdheid in en biedt de minister geen enkele mogelijkheid om de gegadigden te beoordelen.

Artikel 40 staat niet op zijn plaats, doordat daaruit volgt dat de Minister van Justitie zou kunnen afwijken van een vooraf opgestelde volgorde waaraan hij gebonden zou zijn.

De beide bepalingen moeten van plaats worden verwisseld en het eerste lid van artikel 40 dient te vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ... Wanneer de Koning of de Minister van Justitie, naargelang van het geval, een benoeming doet of weigert en zijn beslissing niet met het uitgebrachte advies overeenstemt, moet hij zijn beslissing motiveren.

.../...

Art. ... Bij gelijke verdiensten wordt de bevordering tot de graad van ... verleend in deze volgorde : (voorts zoals in artikel 39 van het ontwerp).".

Artikel 42

Gelet op het specifieke doel van het ontworpen artikel moet dat artikel worden opgesteld als een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten en niet als een autonome bepaling van het ontworpen besluit.

Bijgevolg dient het ontworpen artikel te worden opgenomen in de tekst zelf van het nieuwe hoofdstuk I van Titel III van het ontworpen besluit, waarin alle in het ontworpen besluit vervatte wijzigingen van verordeningsteksten moeten worden samengebracht, zoals later zal worden opgemerkt.

Artikel 43

Men schrijve :

"De hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie voert het bevel over de brigade waarvoor hij is aangewezen.

Is de hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie afwezig of verhinderd, dan wordt hij vervangen door de

.../...

gerechtelijk officier die de procureur des Konings daartoe aanwijst of, wanneer er geen wordt aangewezen, door de gerechtelijk officier die het langst in dienst is in de onmiddellijk lagere graad."

Artikel 44

Het woord "punctuele", dat gebruikt wordt in een betekenis die het in het Nederlands niet heeft, dient te worden vervangen door het woord "incidentele".

Het woord "affectatie" zou beter vervangen worden door het woord "aanstelling".

Bovendien schrijve men in 1º "de duur vierentwintig uur" in plaats van "de duur de vierentwintig uren" en in 2º "de duur vijf dagen" in plaats van "de duur de vijf dagen", alsook in 3º "bij" in plaats van "in de schoot van".

Artikel 45

Artikel 45, § 2, bepaalt het volgende :

"§ 2. De procureur-generaal van het rechtsgebied waarin de gerechtelijke officieren of agenten, belast met een opdracht bij een andere brigade van zijn rechtsgebied, hun standplaats hebben, kan zich verzetten tegen een geplande punctuele versterking wanneer deze van aard is het strafrechtelijk beleid in zijn rechtsgebied in gevaar te brengen.

.../...

Wanneer de geplande punctuele versterking moet verleend worden in een brigade van een ander rechtsgebied, wordt dit verzet gezamenlijk door de betrokken procureurs-generaal gedaan."

Doordat de ontworpen bepaling meer waarde hecht aan de beslissing van de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie dan aan het advies van de procureur-generaal, vormt ze een aantasting van het hiërarchische gezag van de procureur-generaal.

Het tweede lid behoort aldus te worden herzien dat met dat beginsel rekening wordt gehouden.

Artikel 46

In het eerste lid van het ontworpen artikel schrijve men :

"De procureur-generaal bij een hof van beroep kan uit eigen beweging of op verzoek van de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie en na diens advies te hebben ingewonnen, de gerechtelijke officieren en agenten tijdelijk detacheren in de plaatsen van het rechtsgebied van datzelfde hof."

Voorts is het beter om in het tweede lid van het ontworpen artikel de woorden "van een ander rechtsgebied" te vervangen door de woorden "van het rechtsgebied van een ander hof van beroep".

.../...

In het derde lid schrijve men "de instemming" en niet "het akkoord".

Artikel 47

De laatste zin van de ontworpen bepaling dient de vorm aan te nemen van een als volgt luidend tweede lid :

"De procureur des Konings beslist over de aanstelling van die personeelsleden.".

Artikel 48

In het tweede lid schrijve men "van een aard zijn om" in plaats van "van aard zijn".

Artikel 50

De overheid die de tuchtstraf uitspreekt, mag niet die zijn welke aan het onderzoek van het dossier meewerkt.

Gelet op het doel van het ontworpen artikel, zou dat artikel logischerwijze op artikel 52 van het ontwerp moeten volgen.

.../...

Artikel 51

In de Franse tekst schrijve men na de inleidende zin "les peines disciplinaires sont :".

Artikel 52

De Nederlandse tekst die gallicistisch en onduidelijk is gesteld, zou verbeterd moeten worden.

Artikel 54

In het tweede lid dienen de woorden "eenvoudige berisping" te worden vervangen door het woord "berisping", dat overeenkomt met de officiële benaming die in artikel 51 van het ontwerp aan die tuchtstraf wordt gegeven.

Voorts schrijve men "de bedoeling" in plaats van "het inzicht" en "een passende maatregel lijkt" in plaats van "als passende maatregel voorkomt".

Artikel 55

Artikel 55 van het ontwerp schrijft voor dat het personeelslid door de procureur-generaal of de procureur des Konings wordt gehoord wanneer deze voornemens is een tuchtstraf op te leggen, maar de tekst ervan geeft niet duidelijk de twee gevallen aan waarin zulk een verhoor

.../...

vereist is, namelijk enerzijds het verhoor door de procureur-generaal die zich bevoegd acht om zelf de tuchtstraf uit te spreken die tot zijn bevoegdheid behoort, en anderzijds het geval waarin ofwel de minister ofwel de Koning bevoegd is om op voorstel van de procureur-generaal een zware tuchtstraf uit te spreken.

Voorts behoort te worden aangegeven dat dit verhoor moet plaatshebben vóór enig voorstel wordt gedaan of vóór enige straf wordt opgelegd. Uit de tekst blijkt evenmin duidelijk wanneer dat verhoor moet plaatsvinden.

De tekst dient te worden herzien om die onduidelijkheden weg te werken.

Ten slotte zou het ontworpen artikel, gelet op het doel ervan, logischerwijze beter op artikel 57 van het ontwerp volgen.

Artikel 56

De woorden "van het rechtsgebied waarin" moeten worden vervangen door de woorden "bij het hof van beroep van het rechtsgebied waarin".

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 57 van het ontwerp.

.../...

Artikel 58

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens en uit de uitleg die hij verschaft heeft, blijkt dat de tekst van het ontworpen artikel moet beginnen met de woorden "Indien de artikelen ... en ... worden toegepast, geeft de procureur ..." teneinde de uitvoering ervan uitdrukkelijk te beperken tot de gevallen waarin een van de zware straffen vermeld in de huidige artikelen 56 en 57 van het ontwerp wordt opgelegd.

Artikel 59

Het tweede lid van het ontworpen artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Wanneer de gerechtelijk officier of agent tijdelijk wordt overgeplaatst naar een brigade die ressorteert onder het rechtsgebied van een ander hof van beroep dan dat in het rechtsgebied waarvan zijn administratieve standplaats gelegen is, wordt tot die tijdelijke overplaatsing besloten door de Minister van Justitie op advies van de procureur-generaal bij dat hof van beroep."

Artikel 61

In het eerste lid moeten de woorden "het regelings-comité" worden vervangen door de woorden "het comité tot

.../...

regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten bedoeld in artikel ...".

In het tweede lid schrijve men "drie maanden" in plaats van "drie maand" en in het derde lid "alvorens zijn advies te geven" in plaats van "vooraleer zijn advies te geven".

Artikel 63

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men : "een zittend magistraat van een hof van beroep" in plaats van "een magistraat van de zetel van een hof van beroep".

In paragraaf 3, eerste en derde lid, schrijve men "de oudste van" in plaats van "de oudste onder" en in het vijfde lid "aangewezen worden uit de kring van de leden" in plaats van "aangewezen worden onder de leden".

Artikel 69

In de tweede zin behoort te worden geschreven :

"De procureur-generaal die de straf voorstelt of de leden van zijn parket en de comparant of zijn verdediger ...".

.../...

Artikel 70

In paragraaf 1, tweede lid, schrijf men "door toedoen van" in plaats van "door de zorgen van" en in paragraaf 2, eerste lid, "Binnen tien dagen" in plaats van "Binnen de tien dagen".

Artikel 72

Er behoort beter te worden aangegeven op basis van welke verordeningsbepalingen de vergoedingen voor verblijfskosten zullen worden berekend waarvan het ontworpen artikel de terugbetaling aan de in dat artikel genoemde personen regelt.

Artikel 73

In de Franse tekst dienen de woorden "dans les conditions fixées dans ce chapitre" te worden vervangen door de woorden "aux conditions fixées par le présent chapitre".

Artikel 74

Het tweede lid dient door de volgende bepaling te worden vervangen :

.../...

"De betrokkene mag op het ogenblik van zijn wederopneming de leeftijd van zestig jaar niet hebben bereikt.".

Artikel 75

1. In het tweede lid dienen de woorden "van het rechtsgebied waarin" te worden vervangen door de woorden "bij het hof van beroep van het rechtsgebied waarin".

Bovendien schrijve men : "... door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstmelding ter kennis is gebracht ...".

2. In het derde lid dienen de woorden "van dit besluit" als overbodig te vervallen.

Artikel 76

Het ontworpen artikel zou beter door de volgende bepaling worden vervangen :

"Art. ... § 1 De aanvrager wordt opnieuw opgenomen in een betrekking van, hetzij dezelfde graad als die welke hij bezat op het ogenblik van zijn ontslag, hetzij van een gelijkwaardige graad, hetzij, op zijn verzoek, van een lagere graad.

.../...

Een betrekking van de graad waarin de betrokkene opnieuw moet worden opgenomen, kan pas vacant worden verklaard wanneer de administratieve standplaatsen zijn gewijzigd volgens de procedure vastgesteld ter uitvoering van artikel 7, vierde lid, van het koninklijk besluit van 2 september 1991 betreffende het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten.

§ 2 De dienstanciënniteit en de graad-anciënniteit die aan de betrokkene worden toegekend wanneer hij opnieuw wordt opgenomen, zijn die welke hij op de dag van zijn ontslag bezat.

Wanneer een gerechtelijk officier of agent opnieuw wordt opgenomen in een betrekking van een lagere graad dan die welke hij bij zijn ontslag bezat, wordt voor de berekening van de graadanciënniteit die hem wordt toegekend op het ogenblik dat hij opnieuw wordt opgenomen, de anciënniteit in aanmerking genomen die de betrokkene vóór de dag van zijn ontslag in hogere graden had verkregen.".

Artikel 77

In onderdeel 3° wordt het woord "antennes" gebruikt in een betekenis die dat woord in het Nederlands niet heeft. In plaats van "antennes" behoort "steunpunten" of "hulpposten", te worden geschreven. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 78

In het eerste lid schrijve men : "... tot taak, ambtshalve, ..." "... taken van technische en wetenschappelijke politie ...".

Het ontworpen artikel zou duidelijker zijn als het tweede en het derde lid worden samengevoegd tot één enkel lid, luidende :

"Voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaat men onder :

- 1° taak van technische politie : de plaatsbeschrijving, de opsporing, ... (voorts zoals in het ontwerp);
- 2° taak van wetenschappelijke politie : de ontleding volgens wetenschappelijke methodes, disciplines en technieken van de ... (voorts zoals in het ontwerp).".

In het vierde lid, dat het derde lid wordt, schrijve men "medewerking" in plaats van "tussenkoms".

Artikel 79

1. Het eerste lid van het ontworpen artikel dient als volgt te worden gesteld :

"Het centrale laboratorium heeft tot taak :

.../...

- 1° deskundigenonderzoeken inzake wetenschappelijke politie van hoog niveau uit te voeren en centrale referentieverzamelingen tot stand te brengen, in stand te houden of op de instandhouding ervan toe te zien;
- 2° de door de laboratoria aan te wenden methodes en technieken te bepalen, te ontwikkelen en te standaardiseren en de toepassing ervan te controleren;
- 3° de kwaliteit van het werk van de laboratoria te controleren;
- 4° de taken over de verschillende categorieën van laboratoria te verdelen en de dienstverhoudingen onder laboratoria te regelen;
- 5° aan de bevoegde overheden aanbevelingen te doen in verband met :
 - a) het optreden van de politiediensten op de plaats van een misdaad of wanbedrijf met het oog op de uitvoering van de taken van technische of wetenschappelijke politie;
 - b) de gevallen waarin en de voorwaarden waarop de politiediensten verzocht worden de medewerking van de laboratoria in te roepen."

.../...

2. Het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel zouden beter worden vervangen door het volgende lid :

"Het voert de onder 2° tot 5° vermelde taken uit na raadpleging van de gerechtelijke officieren die aan het hoofd staan van de regionale laboratoria, welke officieren zorgen voor de verdeling van het werk onder ... en de dienstverhoudingen met de overige laboratoria en de politiediensten die de medewerking van het laboratorium vragen.

Artikel 80

In het tweede lid schrijve men :

"Het verleent zijn medewerking, ambtshalve of op hun verzoek, aan de lokale laboratoria en hulpposten ...".

Het zou beter zijn het derde lid van het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"Het doet bovendien dienst als lokaal laboratorium voor het gerechtelijk arrondissement in het rechtsgebied waarvan het gelegen is.".

Artikel 81

Men schrijve :

"De lokale laboratoria worden belast met taken van technische en wetenschappelijke politie; de steunposten worden bij voorrang belast met ...

.../...

De lokale laboratoria en hun hulpposten beantwoorden permanent de aanvragen en vorderingen ...".

Onderafdeling II van afdeling I van hoofdstuk X

Gezien het onderwerp van deze onderafdeling, zou het beter zijn het opschrift ervan te vervangen door het opschrift "Hiërarchie".

Artikel 82

Het ontworpen artikel moet gesteld worden naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 88

Het ontworpen artikel zou de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker weergeven indien het als volgt wordt gesteld :

"Art. ... Tenzij anders bepaald in deze onderafdeling, zijn de gezamenlijke bepalingen die de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling vormen van de in artikel 1 genoemde gerechtelijke agenten en officieren van overeenkomstige toepassing op de in artikel ... genoemde personeelsleden van de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie.

.../...

De personeelsleden met de graad van laboratorium-inspecteur, laboratoriumafdelingsinspecteur, laboratorium-commissaris en laboratoriumafdelingscommissaris worden daartoe gelijkgesteld met de gerechtelijke agenten en officieren die respectievelijk de graad van gerechtelijk inspecteur, gerechtelijk afdelingsinspecteur, gerechtelijk commissaris en gerechtelijk afdelingscommissaris bezitten."

Artikel 90

Het spreekt vanzelf dat, wanneer er in de personeelsformatie van een bepaald laboratorium geen enkele post van gerechtelijk officier staat of zulk een post wel in de formatie staat, maar tijdelijk niet wordt vervuld, het personeelslid van dat laboratorium dat dingt naar een bevordering door verhoging in graad, alleen geëvalueerd kan worden door de gerechtelijk officier die het bevel voert over de brigade waaraan datzelfde laboratorium verbonden is.

De regel die aldus door het ontworpen artikel wordt gegeven, heeft bijgevolg geen enkele zin. Hij overlapt trouwens het eerste lid van paragraaf 1 van artikel 33 van het ontwerp.

Het ontworpen artikel moet bijgevolg vervallen.

.../...

Artikel 92

Paragraaf 1 van het ontworpen artikel moet gesteld worden naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 95

Het ontworpen artikel moet gesteld worden naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 88 van het ontwerp.

Artikel 96

De woorden "in artikel 92, § 1, 1^o, 1 en 2^o, 1 bedoelde betrekkingen" en "of hij aan de in 2^o gestelde vereiste voldoet", die respectievelijk aan het begin van het eerste lid en in het midden van het tweede lid van het ontworpen artikel staan, moeten vervangen worden door de woorden "betrekkingen van inspecteur-elektrotechnicus en commissaris van de dienst telecommunicatie" en door de woorden "of hij aan de in het eerste lid, 2^o, gestelde vereiste voldoet".

Artikel 97

Vanwege het onderwerp van de regel die bij het ontworpen artikel wordt vastgesteld, zou het logischer zijn deze onder te brengen in artikel 96 van het ontwerp in de vorm van een nieuwe paragraaf 2, luidende :

.../...

"§ 2 De Minister van Justitie bepaalt de vereisten inzake lichamelijke geschiktheid, bedoeld in het eerste lid, 5°, van paragraaf 1, alsook de wijze waarop wordt nagegaan of aan die vereisten is voldaan."

Artikel 101

Het zou beter zijn het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"Art. ... Het personeel van de dienst gerechtelijke identificatie bestaat uit gerechtelijke agenten wier de hiërarchische rang als volgt wordt vastgesteld :

- 1° afdelingsinspecteur voor gerechtelijke identificatie;
- 2° inspecteur voor gerechtelijke identificatie.

Deze personeelsleden maken deel uit van het personeel van de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie."

Artikel 102

Het ontworpen artikel moet worden gesteld naar het voorbeeld van de tekst die is voorgesteld voor artikel 88 van het ontwerp.

.../...

Artikel 105

De woorden "van dit besluit" dienen te vervallen.

Artikel 118

Het tweede lid van het onderzochte artikel moet, aangezien de regel die hierin wordt vastgesteld niet alleen nuttig is voor de toepassing van het eerste lid van het ontworpen artikel zelf, maar ook voor de toepassing van de artikelen 115 tot 117 van het ontwerp, als een onderscheiden artikel worden opgenomen, luidende :

"Art. ... Voor de berekening van de graadanciënniteit bedoeld in de artikelen ... tot ..., dienen de bepalingen vervat in artikel ... te worden toegepast."

Artikel 119

Het zou beter zijn het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"Art. ... Het programma, de organisatie en de samenstelling van de examencommissie voor de bekwaamheidstests voor verhoging in weddeschaal, bedoeld in de artikelen ... en ..., worden vastgesteld door de minister van Justitie.

.../...

Het programma van die tests, die bestaan uit een schriftelijk en een mondeling gedeelte, verschilt naar gelang van de categorie van bevordering tot een weddeschaal D, waarvoor ze respectievelijk in aanmerking laten komen."

Artikel 120

Gezien het onderwerp van het artikel zou het logischer zijn het op te nemen in artikel 114 van het ontwerp in de vorm van een nieuw tweede lid, luidende :

"Het advies van de raad van overleg van de gerechtelijke politie is in dat geval niet vereist."

Artikel 121

Het ontworpen artikel moet worden aangevuld met de expliciete vermelding van het juiste tijdstip waarop de betrokkenen de hun toegekende nieuwe weddeschaal zullen genieten. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

De volgende tekst wordt voorgesteld, met instemming van de gemachtigde ambtenaar :

"Art. ... Voor zover er vacante betrekkingen zijn, kunnen degenen die een graad bekleden die met toepassing van artikel 3 bij aanwijzing is toegekend, tijdens de uitoefening van hun mandaat bevorderd worden tot weddeschaal 1D

.../...

overeenkomstig de bepalingen die gelden voor de bevordering van de gerechtelijke afdelingscommissarissen tot diezelfde schaal.

De personen die een graad bekleden die bij aanwijzing is toegekend, genieten echter pas aan het einde van het lopende mandaat de weddeschaal die met toepassing van het eerste lid is toegekend.

In afwijking van het tweede lid valt het genot van de weddeschaal die met toepassing van het eerste lid toegekend wordt, onmiddellijk ten deel aan de gerechtelijke afdelingscommissaris die tot diezelfde schaal bevorderd is tijdens het uitoefenen van het hem gegeven mandaat van hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie.".

Artikel 122

Het zou beter zijn de tekst van het ontworpen artikel te vervangen als volgt :

"Art. ... De kandidaturen voor de bevorderingen bedoeld in de artikelen ... en ... worden ingediend overeenkomstig de artikelen ... en ...".

Afdeling IV van hoofdstuk III van titel II

Bij de inrichting en de redactie van de onderzochte afdeling dient de volgende opmerking te worden gemaakt :

.../...

Met uitzondering van de artikelen 123, derde lid, 127, derde en vierde lid, en 129, § 2, derde lid, waarin bijzondere voorschriften worden gegeven omtrent de specifieke aard van de bevorderingen door verhoging in weddeschaal, nemen de artikelen waaruit de afdeling in kwestie bestaat alleen maar de inhoud van het bepaalde in de artikelen 32 tot 38 van het ontwerp over. Daaruit volgt dat de artikelen van de bewuste afdeling het bepaalde in de artikelen 32 tot 38 van het ontwerp onnodig overlappen.

De inrichting van de afdeling zou duidelijker zijn indien de gezamenlijke artikelen waaruit ze bestaat worden samengebracht in twee onderscheiden onderafdelingen, waarbij de eerste een artikel zou bevatten waarin wordt bepaald dat de evaluatie van de gegadigden voor bevorderingen door verhoging in weddeschaal, geschiedt overeenkomstig de bepalingen die gelden voor de evaluatie van de gegadigden voor bevorderingen door verhoging in graad en, de tweede, de bijzondere bepalingen die gelden voor de evaluatie van de gegadigden voor bevorderingen door verhoging in weddeschaal, waarbij rekening wordt gehouden met de eigenaardigheden wegens de aard zelf van die bevorderingscategorieën.

Los van de voorgaande algemene opmerking dienen naar aanleiding van het onderzoek van de artikelen 123 en 127 van het ontwerp, de volgende bijzondere opmerkingen te worden gemaakt :

.../...

Artikel 123

Het spreekt vanzelf dat, wanneer een gerechtelijk agent of officier zich kandidaat stelt voor een bevordering door verhoging in weddeschaal, waarvoor er niet eerst een vacature hoeft te zijn, alleen de procureur des Konings die de brigade leidt in het rechtsgebied waarvan die gegadigde zijn administratieve standplaats heeft, het gemotiveerde advies voorgeschreven in het tweede lid van het ontworpen artikel moet uitbrengen. In dit geval zal het immers nooit voorkomen dat de aldus aangewezen procureur des Konings een eerste evaluatie van de gegadigde moet vragen aan een procureur des Konings van een andere brigade om zijn eigen advies op te stellen.

De regel in het derde lid van het ontworpen artikel, die in het specifieke geval waarop hij betrekking heeft impliciet de toepassing uitsluit van het voorschrift dat door het tweede lid van hetzelfde artikel gegeven wordt, heeft bijgevolg geen enkel nut en moet vervallen.

Artikel 127

1. Vanwege het doel van het voorschrift vastgesteld in het derde lid van het ontworpen artikel, zou het logischer zijn dat dit voorschrift wordt ondergebracht in één van de onderafdelingen die binnen afdeling IV van hoofdstuk III van titel II van het ontwerp moeten worden gemaakt, welke onderafdeling, zoals hierboven is opgemerkt, tot doel zou hebben het samenbrengen van de gezamenlijke bepalingen van de afdeling in kwestie die bijzondere regels geven inzake bevorderingen door verhoging in weddeschaal.

.../...

2. De mogelijkheid voor de procureur des Konings om bij het ongunstige advies dat hij ten aanzien van een bepaalde gegadigde heeft uitgebracht, een gemotiveerd voorstel tot bevordering te voegen, is onlogisch.

De regel die wordt vastgesteld in het vierde lid van het ontworpen artikel, die een vanzelfsprekendheid uitdrukt, is bijgevolg totaal zinloos en moet vervallen; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Vanwege de voorgaande algemene opmerking aangaande de inrichting en de redactie van afdeling IV van hoofdstuk III van titel II van het ontwerp en de bijzondere opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen 123 en 127 van het ontwerp, wordt voorgesteld de artikelen waaruit de afdeling in kwestie bestaat te vervangen als volgt :

"Afdeling IV - Evaluatie en adviezen

Onderafdeling I - Algemene bepaling

Art. ... De gegadigden voor een bevordering door verhoging in weddeschaal worden geëvalueerd op basis van hun wijze van dienen, hun rendement, hun beroepsbekwaamheid en hun persoonlijkheid.

.../...

Deze evaluatie geschiedt overeenkomstig de artikelen ... tot ... en de artikelen (2) ... en ...

Onderafdeling II - Bijzondere bepalingen

Art. ... Wanneer het advies dat de procureur des Konings met toepassing van artikel ... moet uitbrengen ongunstig is, bevat het een gemotiveerd voorstel tot uitstel van bevordering.

Art. ... Wanneer de betrokken afdeling van het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten met toepassing van artikel ... geadieerd wordt ter zake van een beroep tegen een ongunstig advies van de procureur des Konings en ze dat advies bevestigt, houdt ze een tweede stemming over de duur van het uitstel van bevordering dat aan de minister van Justitie wordt gesuggereerd.

In het advies van de afdeling wordt de uitslag van de tweede stemming vermeld."

Artikel 130

1. In de Franse versie van de tekst van het ontwerp moet het woord "de" aan het einde van de inleidende zin van het eerste lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel vervallen.

(2) Het gaat hier om de artikelen die vervat zijn in onderafdeling II van afdeling IV van hoofdstuk III van titel II van het ontwerp.

Het zou bovendien beter zijn om in de Franse tekst de bepaling in punt 2°, a), van hetzelfde lid door de volgende bepaling te vervangen :

"a) au candidat qui compte la plus grande ancienneté de grade;".

In de Nederlandse tekst van de inleidende zin van paragraaf 1 schrijve men : "in deze volgorde" in plaats van "in volgende orde" en in de Nederlandse tekst van de inleidende zin van 2° "wat de geslaagden voor dezelfde bekwaamheidstest betreft" in plaats van "onder de geslaagden voor dezelfde bekwaamheidstest".

2. Het zou logischer zijn de volgorde van de eerste twee leden van paragraaf 2 van het ontworpen artikel om te keren, gezien hun respectieve onderwerp.

Het tweede lid (dat het eerste lid wordt) van de onderzochte paragraaf moet als volgt worden gesteld :

"De bevordering tot weddeschaal 1D wordt toegekend in deze volgorde :

- 1° aan de geslaagden voor de bekwaamheidstest waarvan het proces-verbaal het eerst is afgesloten.
- 2° aan de geslaagde die het best gerangschikt staat na de bekwaamheidstest, wanneer het gaat om geslaagden voor eenzelfde bekwaamheidstest.".

.../...

Het eerste lid (dat het tweede lid wordt) van dezelfde paragraaf wordt vervangen als volgt :

"De cijfers die behaald zijn voor de bekwaamheidstest voor verhoging in weddeschaal bepalen de rangschikking van de geslaagden."

Artikel 131

1. Paragraaf 1, eerste lid, is overbodig en moet bijgevolg vervallen.

1bis. In paragraaf 1, tweede lid, dat het eerste lid wordt, schrijve men "... en de beslissing niet overeenstemt" in plaats van "en stemt de beslissing niet overeen".

2. In de Franse tekst van het ontwerp moet het woord "fixer" aan het einde van het derde lid (dat het tweede lid wordt) van paragraaf 1 ook vervallen.

3. Voor de duidelijkheid van de tekst zou het bovendien beter zijn het vierde lid (dat het derde lid wordt) van het onderzochte artikel als volgt te stellen : "... op de dag waarop de anciënniteitsvoorwaarde, naar gelang van het geval genoemd in artikel ... of in artikel ..., is vervuld."

Dezelfde opmerking geldt ook voor paragraaf 2 van het ontworpen artikel.

.../...

Artikel 132

Gelet op de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, zou het ontworpen artikel de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weergeven indien het als volgt wordt gesteld :

"Art. ... Wanneer in het aantal betrekkingen dat uitsluitend bestemd is voor bevordering door verhoging in weddeschaal tot schaal 2D, niet volledig kan worden voorzien met toepassing van artikel ..., kunnen ten belope van het aantal niet toegewezen betrekkingen, bevorderingen geschieden tot de graden gerechtelijk afdelingsinspecteur, laboratorium-afdelingsinspecteur, afdelingsinspecteur-elektrotechnicus of afdelingsinspecteur voor gerechtelijke identificatie.

Wanneer in het aantal betrekkingen dat uitsluitend bestemd is voor bevordering door verhoging in weddeschaal tot schaal 1D, niet volledig kan worden voorzien met toepassing van artikel ..., kunnen ten belope van het aantal niet toegewezen betrekkingen, bevorderingen geschieden tot de graden gerechtelijk afdelingscommissaris, laboratorium-afdelingscommissaris of afdelingscommissaris van de dienst telecommunicatie.".

Artikel 133

1. In de Franse tekst moet het woord "comme" in de inleidende zin van het eerste lid van het ontworpen artikel vervangen worden door de woorden "en qualité de".

.../...

2. Het onderzochte artikel zou duidelijker zijn indien het tweede lid ervan vervangen wordt als volgt :

"Voor de aanvullende wedde geldt de mobiliteits-regeling die van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries.

De aanvullende wedde wordt tegelijk met en onder dezelfde voorwaarden als de wedde uitbetaald.

Op de aanvullende wedde geschieden dezelfde inhoudingen van sociale zekerheid als op de hoofdwedde."

Titel III

De structuur van deze titel moet, overeenkomstig de wetgevingstechnische regels in dezen, worden aangevuld met een nieuw hoofdstuk I, met daarin de bepalingen van het ontwerp die ertoe strekken andere regelgevende teksten te wijzigen.

Dit nieuwe hoofdstuk, dat het opschrift "Wijzigingsbepalingen" krijgt, omvat de artikelen 42 en 166 van het ontwerp.

De hoofdstukken waaruit de onderzochte titel bestaat, alsook het opschrift zelf van deze titel, moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

.../...

De artikelen 134 tot 141

Het zou verkieslijk zijn deze artikelen, die allemaal tot doel hebben regelgevende teksten op te heffen, tot één enkel artikel samen te voegen, luidende :

"Art. ... Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit van 3 april 1929 ...; (alleen de geldende wijzigingen worden vermeld);
- 2° het koninklijk besluit van 2 december 1969 ...;
- 3° het koninklijk besluit van 15 januari 1973 ...;
- 4° het koninklijk besluit van 26 november 1976 ..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juli 1981, 13 februari 1985, 6 oktober 1992, 9 maart 1993 en 30 mei 1996;
- 5° het koninklijk besluit van 13 februari 1985 ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1995;
- 6° het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 ...;
- 7° het koninklijk besluit van 25 november 1991;
- 8° het koninklijk besluit van 25 november 1991 ...".

.../...

Artikel 142

1. Het zou beter zijn de inleidende zin van het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"De gerechtelijke officieren en agenten die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit bekleed zijn met één van de graden die hieronder in de linkerkolom worden vermeld, worden ambtshalve benoemd tot de graad die naast hun graad in de rechterkolom staat en daarmee overeenstemt :".

2. In de lijst met de graadomzettingen schrijve men "Officier-hoofdcommissaris voor gerechtelijke opdrachten".

Artikel 143

1. In het eerste lid moeten de woorden "die de som is van" en de woorden "waarmee ze bekleed waren, die in de linkerkolom naast hun graad vermeld staan" respectievelijk vervangen worden door de woorden "die gelijk is aan de som van" en ", genoemd in de linkerkolom van artikel ..., waarmee ze vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit waren bekleed".

2. Het onderzochte artikel zou duidelijker zijn indien het tweede lid vervangen wordt als volgt :

.../...

"De geldelijke anciënniteit die deze gerechtelijke officieren en agenten hebben verkregen, wordt geacht verkregen te zijn in de weddeschaal die overeenstemt met hun graad en die zij genieten vanaf de inwerkingtreding van dit besluit."

Artikel 144

Het ontworpen artikel moet, wegens de nauwe samenhang die het vertoont met artikel 167 van het ontwerp en vanwege de bedoeling zelf van de steller van het ontwerp, zoals die is uiteengezet door de gemachtigde ambtenaar, als volgt worden gesteld :

"Art. ... De wedde van de gerechtelijke officieren en agenten die bekleed zijn met een graad die krachtens artikel ... geschrapt wordt, wordt vastgesteld in de weddeschaal die overeenkomstig de kolommen 1 en 2 van bijlage 2 met diezelfde graad overeenstemt.

De wedde van de gerechtelijke officieren en agenten, die krachtens artikel ... ambtshalve benoemd worden in een nieuwe graad, wordt vastgesteld in de weddeschaal die overeenkomstig de kolommen 3 en 4 van bijlage 2 overeenstemt met de ingevoerde graad."

Artikel 145

Het zou beter zijn - de gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens - het ontworpen artikel als volgt te stellen :

.../...

"Art. ... In afwijking van artikel ..., kunnen de gerechtelijke agenten die krachtens artikel ... ambtshalve tot gerechtelijk inspecteur zijn benoemd en weddeschaal 2B genieten, vanaf de dag van inwerkingtreding van dit besluit en voor zover er vacante betrekkingen zijn, bevorderd worden tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur op voorwaarde dat :

- 1° zij op 31 december 1998 minstens elf jaar graad-anciënniteit hebben;
- 2° geslaagd zijn voor het eerste en het tweede deel van de middelbare graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek of houder zijn van het getuigschrift van de middelbare graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek."

De artikelen 147, 149, 151 en 153 van het ontwerp moeten volgens hetzelfde stramien worden gesteld.

Artikel 146

Het zou beter zijn - de gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens - het ontworpen artikel als volgt te stellen :

"Art. ... In afwijking van artikel ..., kunnen de gerechtelijke agenten die krachtens artikel ... ambtshalve tot gerechtelijk inspecteur zijn benoemd en op 31 december 1998 weddeschaal 2B genieten, zodra zij minstens elf jaar

.../...

graadanciënniteit hebben en voor zover er vacante betrekkingen zijn, bevorderd worden tot de graad van gerechtelijk afdelingsinspecteur op voorwaarde dat zij :

- 1° op 31 december 1998 minstens negen en minder dan elf jaar graadanciënniteit hebben;
- 2° geslaagd zijn voor het eerste en het tweede deel van de middelbare graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek of houder zijn van het getuigschrift van de middelbare graad van de School voor Criminologie en Criminalistiek;
- 3° voldoen aan de bijzondere vereisten inzake voortgezette opleiding."

De artikelen 148, 150, 152 en 154 van het ontwerp moeten volgens hetzelfde stramien worden gesteld.

De artikelen 156 tot 160

De ontworpen artikelen nemen de artikelen 59 tot 63 over van het genoemde ontwerp van koninklijk besluit "houdende vereenvoudiging van de loopbaan van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten".

Naar aanleiding van het onderzoek van de genoemde bepalingen van dat ontwerp heeft de afdeling wetgeving het volgende opgemerkt :

.../...

"... uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de ontworpen artikelen niets anders willen dan de rechtstoestand van een bepaald aantal gerechtelijke agenten en officieren regelen, zoals deze eruit zou kunnen zien na afloop van beroepen die thans aanhangig zijn bij de afdeling administratie van de Raad van State.

Het staat niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies uit te brengen over rechtsgevolgen die kunnen voortvloeien uit beslissingen van de afdeling administratie aangaande beroepen die nog steeds hangende zijn."

Dezelfde opmerking dient, om dezelfde redenen, te worden gemaakt over het onderzoek van de ontworpen artikelen.

Artikel 162

De woorden "van dit besluit" moeten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 163 van het ontwerp.

Artikel 164

De redactie van het onderzochte artikel moet, gelet op de uitleg verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, worden aangevuld om aan te geven dat de machtiging die aan de minister van Justitie wordt gegeven ook de bevoegdheid omvat om de samenstelling vast te stellen van de examencommissie die moet beslissen of de gegadigden al dan niet geslaagd zijn voor de bewuste tests van voortgezette opleiding.

.../...

Artikel 165

Het ontworpen artikel moet vervangen worden als volgt :

"Art. ... In afwijking van de artikelen ..., worden de gerechtelijke officieren die met toepassing van artikel ... ambtshalve benoemd zijn tot de graad van gerechtelijk afdelingscommissaris, ambtshalve aangewezen als hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie voor een periode van vijf jaar die onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde regels als die welke in artikel ... zijn vastgesteld, ingekort kan worden.".

Artikel 166

1. Vanwege het specifieke onderwerp van het ontworpen artikel, moet het artikel uit het hoofdstuk worden gehaald waar het thans in staat en opgenomen worden in het nieuwe hoofdstuk I van titel III van het ontwerp.

Wat dat betreft wordt verwezen naar de algemene opmerking die gemaakt is omtrent de nieuwe structuur die de steller van het ontwerp aan diezelfde titel zou moeten geven.

2. Bovendien zou het beter zijn in het ontworpen artikel 2, 1^o, van het genoemde koninklijk besluit van 9 november 1992 te schrijven :

.../...

"1° ... en de voortgezette opleiding, wanneer deze laatste niet door de Minister van Justitie wordt geregeld."

Artikel 167

Gezien de tekst die wordt voorgesteld voor artikel 144 van het ontwerp moet het ontworpen artikel vervallen; de gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Wat dat betreft wordt verwezen naar de opmerking die bij dit laatste artikel gemaakt wordt.

Nieuw artikel ...

De tekst van het ontwerp moet worden aangevuld met een nieuw artikel, waarin alle graden van de gerechtelijke officieren en agenten worden opgesomd die op de dag waarop het ontworpen besluit in werking treedt, geschrapt moeten worden. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Artikel 168

Vanwege de tekst die is voorgesteld voor artikel 144 van het ontwerp en de bedoeling van de steller van het ontwerp zoals die is uiteengezet door de gemachtigde ambtenaar, moet het ontworpen artikel als volgt worden gesteld :

.../...

"Art. ... Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel ..., eerste lid, van de weddeschalen 1A, 1B, 1C, 1D, 1G, 2A, 2B, 2C en 2D, genoemd in bijlage 1, en van de kolommen 1 en 2 van bijlage 2, die in werking treden met ingang van 1 januari 1995."

Artikel 169

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen artikel, vanwege de tekst die is voorgesteld voor artikel 144 van het ontwerp, aangevuld moet worden met een nieuw tweede lid, luidende :

"Artikel ..., eerste lid, treedt buiten werking op de dag waarop dit besluit in werking treedt."

Artikel 170

1. In het eerste lid schrijve men "voortgezet" in plaats van "verdergezet".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Op de procedures voor bevordering die aan de gang zijn op de dag dat dit besluit in werking treedt, blijven de bepalingen toepasselijk die in dezen golden vóór de dag van inwerkingtreding van dit besluit."

.../...

3. Het derde lid zou de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weergeven indien het als volgt wordt gesteld :

"De bevorderingen die plaatsvinden aan het einde van de procedures bedoeld in het tweede lid geschieden, wanneer de datum waarop ze gevolg hebben aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit voorafgaat, in graden en weddeschalen genoemd in de kolommen 1 en 2 van bijlage 2."

Slotopmerkingen

1. In het algemeen schrijve men in de Franse tekst van het ontwerp "Titre premier", "Chapitre premier", "Section première", "Sous-section première" voluit.

2. Er is geen reden om een artikel in te delen in paragrafen wanneer elk van deze paragrafen slechts één lid omvat.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 101, 106, 132, 156, 158 en 160 van het ontwerp.

3. Is er behoefte aan genummerde onderdelen in een volzin, dan gebruike men daarvoor de tekens 1^o, 2^o, 3^o ..., eventueel verder onderverdeeld in a), b), c) ...

.../...

Deze opmerking geldt voor de artikelen 18, 41, 53, 57, 82, 92, 106, 107, 108, 109 en 110 van het ontwerp.

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik ondermaats. Bij wijze van voorbeeld zijn in het corpus van het advies verscheidene opmerkingen gemaakt en tekstvoorstellen gedaan. Ten overvloede wordt nog het volgende onder de aandacht gebracht :

In artikel 84 schrijve men in het eerste en het tweede lid "zorgt voor" in plaats van "staat in voor".

In artikel 86, tweede lid, schrijve men "en oefent hij controle uit" in plaats van "en oefent controle uit", "Hij stelt bovendien een jaarlijks verslag op" in plaats van "Hij stelt een jaarlijks verslag op" en "hoofd van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie" in plaats van "inrichtingshoofd van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie".

In hetzelfde artikel, derde lid, dienen de woorden "de nodige" in "de nodige versterking" te vervallen.

In artikel 87 schrijve men "het arrondissement" in plaats van "dit arrondissement" en "ter versterking" in plaats van "in versterking".

.../...

In artikel 89 schrijve men "elektrotechnicus" in plaats van "electrotechnicus". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In artikel 94, derde lid, schrijve men "regelingen" in plaats van "reglementeringen".

In artikel 96 schrijve men in het eerste lid, 5°, "te vervullen betrekking" in plaats van "te begeven betrekking" en in 6°, "van categorie "B" in plaats van "van de categorie "B".

In artikel 99, 2°, schrijve men "studie" in plaats van "studiën".

In artikel 100, eerste en derde lid, schrijve men respectievelijk "examenperiode" en "examenperiodes" in plaats van "zitting" en "zittingen".

De inleidende zin van artikel 106, § 1, dient aan het einde als volgt te worden gesteld :

"§ 1 ... komen voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen alleen de werkelijke diensten in aanmerking die de bekleders van de volgende graden vanaf de leeftijd van 25 jaar hebben verricht :".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis ook voor paragraaf 2 van hetzelfde artikel.

.../...

De inleidende zin van artikel 107 dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 107 Weddeschaal 2A wordt verbonden aan de volgende graden :".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 108 tot en met 110.

In artikel 111 schrijve men "... wordt weddeschaal 1C of 1D ... al dan niet tot deze laatste weddeschaal is bevorderd".

In artikel 131, § 1, tweede lid, schrijve men "..., en de beslissing niet overeenstemt met het uitgebrachte advies" in plaats van "..., en stemt de beslissing niet overeen met het uitgebrachte advies".

Het derde lid van hetzelfde artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"De Minister bepaalt ambtshalve, naar gelang van het geval, op voorstel van de procureur des Konings of van het regelingscomité, hoelang de benoeming wordt uitgesteld.".

In artikel 164 schrijve men "bijzondere vereisten inzake voortgezette opleiding" in plaats van "bijzondere verplichtingen van voortgezette vorming".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. M. PAUL, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. PAUL, auditeur. De
nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY, conseiller
d'Etat.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS